

LE BOLCHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE - Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

Le front populaire en échec, les centristes dépités

CEDEX
FONS
VILADO

Six ans après sa création, l'union de la gauche a subi une cuisante défaite électorale. Le gouvernement Giscard, discrédité par sa politique d'inflation et de chômage, a pu remporter la victoire au deuxième tour, mais avec une majorité de 50,7% contre 49,3%. Petit nombre de voix qui, grâce à des lois électorales manifestement anti-démocratiques, s'est traduit à l'Assemblée nationale par une majorité de 291 sièges contre 200 pour l'union de la gauche.

L'impact de la défaite de l'union de la gauche est d'autant plus grand qu'il était généralement admis, avant les élections, que pour la première fois depuis 30 ans le front populaire avait de réelles chances de gagner les élections et de participer au gouvernement. Maintenant les élections perdues, le résultat le plus immédiat en est une séparation de toutes les composantes de l'union de la gauche, chacune cherchant à poursuivre de façon indépendante ses propres perspectives.

Mais la défaite électorale n'a pas touché que les bureaucrates du front populaire; elle a aussi atteint ses acolytes centristes. Pendant la querelle qui eut lieu avant les élections entre les partis de l'union de la gauche, les pseudo-trotskyistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) ont surtout insisté sur la nécessité d'"unité" entre les partis du front populaire. Tous les centristes s'entendaient pour appeler à

voter pour le PC et le PS, cherchant à mettre l'union de la gauche au pouvoir afin d'étendre leur influence dans sa périphérie.

Aujourd'hui, les centristes, déçus dans leurs espoirs de voir au pouvoir un gouvernement de front populaire, reprochent en chœur aux bureaucrates réformistes d'avoir, par leurs polémiques réciproques, détruit la crédibilité de l'union de la gauche comme alternative viable et reconnue au gouvernement Giscard. Pendant plusieurs années, les bureaucrates ont pu étouffer les luttes avec la promesse d'un gouvernement de front populaire que les travailleurs considéraient comme "leur" gouvernement. Mais pour les centristes, le problème n'était pas que la classe ouvrière avait d'énormes illusions dans le front populaire et qu'elle le considérait comme une alternative à Giscard; le problème était, selon eux, que ces illusions n'étaient pas assez répandues pour permettre une victoire électorale!

La Ligue trotskyste de France (LTF) au contraire, pendant toute cette période, a insisté sur le fait que l'axe de bataille pour les trotskystes était de s'opposer au front populaire qui, malgré ses disputes internes, était fondamentalement intact puisque tous les partis de l'union de la gauche se déclaraient d'accord pour gouverner ensemble s'ils remportaient la majorité au Parlement. Nous étions les seuls à insister sur

Photo Spartacist Britain



Conférence de fondation de la Spartacist League/Britain

La Fraction trotskyste de la WSL et le groupe spartaciste londonien fusionnent

Renaissance du trotskysme britannique

Up. 8
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

le fait que la rupture avec les alliés bourgeois et l'indépendance du prolétariat étaient les questions décisives auxquelles la classe ouvrière française se trouvait confrontée. La LTF rappelait l'expérience de la France et de l'Espagne dans les années trente et celle du Chili sous Allende qui confirment que le front populaire ne sert qu'à démoraliser les ouvriers et à les préparer à la défaite.

Nous sommes intervenus dans de nombreux meetings électoraux, dans la mesure de nos moyens, pour combattre les illusions dans le front populaire. Comme nous déclarions dans un tract distribué à plusieurs milliers d'exemplaires dans les jours précédant les élections :

"Ces militants qui, en 1968, se battaient dans les rues du Quartier latin et maudissaient le PCF entre deux charges de CRS, ces ouvriers qui, de dégoût, déchiraient leurs cartes de la CGT, indignés par le PCF qui consacrait tous ses efforts à sauver le capitalisme gaulliste, ont été trahis par les usurpateurs centristes — la LCR de Krivine-Bensaïd, l'OCI de Lambert-Just et Lutte Ouvrière d'Arlotte ; tous promettaient une opposition révolutionnaire aux réformistes et ne peuvent offrir aujourd'hui qu'un soutien 'critique' au front populaire en appelant à voter pour le PCF et le PS. Au lieu de cela, les révolutionnaires de la Ligue trotskyste de France disent : *Contraires, ne votez pas pour les candidats du front populaire!*"

Nous n'avons pas cessé d'expliquer que, quand les réformistes sont dans un front populaire, il n'est plus possible d'envisager de leur accorder un soutien électoral critique puisqu'ils se présentent comme candidats d'une formation bourgeoise. Nous appelions donc les ouvriers à poser comme condition minimum d'un soutien électoral au PCF et au PS la rupture de ces derniers avec leurs partenaires bourgeois et avec le programme commun qui servait de cadre à cette alliance de collaboration de classe.

Pour les centristes qui consacraient toute leur énergie à faire pression sur le front populaire, notre opposition trotskyste au front populaire était de l'"abstentionnisme" ; pour eux la seule façon concevable de "mobiliser" la classe ouvrière était d'être à la queue des bureaucrates réformistes. Au contraire, les trotskystes cherchent à organiser les ouvriers contre les dirigeants réformistes en organisant une opposition à la stratégie traître du front populaire.

Après la défaite et le démantèlement de l'union de la gauche, Marchais et Mitterrand ont docilement répondu à l'invitation de se rendre à l'Élysée que leur fit Giscard qui a déclaré que son objectif est d'aller vers une sorte de coalition d'"unité nationale". Mais ce "compromis historique" aux couleurs de la France est extrêmement problématique et il est plus probable que ce que Giscard recherche, c'est de gagner des éléments du PS à la participation à un gouvernement avec l'hétérogène Union pour la démocratie française (UDF).

Mais les alliances de front populaire sont toujours à l'ordre du jour et si les différentes composantes de l'union de la gauche peuvent proclamer que "l'union de la gauche est morte, vive l'union de la gauche", les pseudo-trotskystes risquent d'emboîter le pas en criant "pour la reconstruction de l'union de la gauche". Ou comme la LCR l'a si bien exprimé dans son bilan des élections : "Le Programme commun est mort ? Fort bien. Mais les revendications demeurent. (...) Il faut s'en saisir pour reconstruire, dans les entreprises, l'unité de combat contre la majorité reconduite. (...)" (*Rouge* n°607).

L'"extrême-gauche" : rabatteurs du front populaire

On peut bien imaginer la déconfiture des pablistes de la LCR qui, après s'être donnés tant de mal pour ne pas s'opposer "en sectaires" à l'union de la gauche, ont eu des résultats électoraux aussi déplorables. Les candidats du bloc électoral que la LCR forma avec l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) et les Comités communistes pour l'autogestion (CCA), présentés dans 250 circonscriptions, ont remporté moins de 0,9% des voix — même pas la moitié du score des candidats de la LCR aux élections législatives de 1973.

Evidemment, pourquoi les pablistes, qui avaient bâti leur campagne sur un appel à des "comités unitaires" pour discuter des revendications du programme commun — leur version du "front populaire de combat" — seraient-ils apparus comme une alternative à l'union de la gauche ? Comme ils avaient présenté les déclarations des dirigeants stalinieniens comme des positions véritablement "gauche", les pablistes ne purent expliquer leur débâcle électorale que par "la campagne très 'gauche' du parti communiste" (*Rouge* n°599).

Le fait que la campagne électorale de la LCR ait été un bide (ce dont on pouvait se rendre compte dès les premiers meetings électoraux par la très peu nombreuse assistance) n'a pas aidé à stopper l'hémorragie de ses militants qui se tournent vers le féminisme, l'écologie ou les organisations politiques rivales. Rouen, où une vingtaine de militants, dont plusieurs dirigeants de longue date, quittèrent la LCR pour faire campagne commune avec le Parti socialiste unifié (PSU), l'OCT et divers "gauchistes", en est un des exemples les plus frappants. A tel point que certains porte-paroles de la LCR ont eu le toupet d'affirmer dans leurs polémiques qu'il fallait construire le parti révolutionnaire et ils ont attaqué le concept du "débordement" comme si l'idée d'organiser cette mystérieuse "nouvelle avant-garde" pour "déborder" les réformistes ne venait pas des pablistes eux-mêmes !

Loin de représenter une opposition aux bureaucrates réformistes, la campagne de la LCR avait pour seul but de parvenir à un "rapport de force" suffisant pour pouvoir marchander avec ces traîtres. Ces ambitions des pablistes par rapport au front populaire ont été mises à nu de façon remarquable quand aussitôt après le premier tour, dans toute la France, aux meetings électoraux de l'union de la gauche, ils siégèrent à la même tribune que les radicaux de gauche et les gaullistes d'"opposition" pour apporter leur soutien aux candidats stalinieniens et sociaux-démocrates du front populaire. Surpris que les stalinieniens puissent être "peu sectaires" au point d'inviter des pablistes à parler aux meetings de l'union de la gauche et de recevoir poliment des délégations de la LCR qui plaidaient pour une plus grande mobilisation électorale, acceptant même leur participation aux collages des affiches de l'union de la gauche, les pablistes, enchantés, acclamèrent ce qu'ils considèrent comme un "sacré changement" (*Rouge* n°602). Il est évident que si les stalinieniens ont pu trouver les pablistes utiles c'est parce qu'ils se sont très vite aperçus que, lors de sa campagne, la LCR avait fait ses preuves dans son véritable rôle de couverture de gauche du front populaire.

Mais c'est probablement pour les militants de l'OCI que la défaite électorale de l'union de la gauche a été la plus douloureuse. L'OCI, qui évidemment comptait

sur une victoire électorale du front populaire, avait fabriqué une justification "théorique" très élaborée pour expliquer que, bien que les fronts populaires précédents aient toujours préparé la défaite de la classe ouvrière, la victoire électorale des candidats de l'union de la gauche aujourd'hui serait un "pas en avant" : "Les partis de la Ve République défaits aux élections législatives, l'effondrement, la mort du bonapartisme bâtarde, l'irruption d'une crise révolutionnaire sont inévitables" (*Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui*). A l'heure qu'il est, plus d'un parlementariste de l'OCI doit s'arracher les cheveux à l'idée qu'il a manqué la "crise révolutionnaire" pour moins de 200.000 voix !

Comme nous l'avons fait remarquer à plusieurs reprises, la position de l'OCI n'est qu'une conception menchévique classique de la révolution par étapes : il faut d'abord "chasser Giscard", il sera toujours temps de faire la révolution après. C'est avec ce même argument que les staliniens et les sociaux-démocrates justifient le front populaire. Comme disaient les staliniens pour s'opposer à la révolution en Espagne : "il faut d'abord en finir avec Franco".

d'appeler à une victoire électorale du front populaire, puisqu'en terme de vote les radicaux de gauche ne comptent pour pratiquement rien. D'ailleurs, l'OCI insiste maintenant sur l'importance du fait que, selon elle, "la classe ouvrière a réalisé au premier tour une majorité PC-PS" ; ils l'ont découverte en additionnant les voix du PC et du PS à... celles des radicaux ! (*Informations Ouvrières* n°845).

En tout cas, on ne peut pas dire que dans sa campagne l'OCI ait lésiné sur les moyens pour assurer la victoire électorale du front populaire. Elle refusa de présenter des candidats au premier tour et, au lieu de cela, mobilisa toute l'organisation pour assurer de bons résultats électoraux au front populaire — montrant ainsi que le rôle qu'elle cherchait à jouer était celui d'agent électoral du front populaire. Cela n'a pas échappé aux bureaucrates sociaux-démocrates qui envoyèrent à l'occasion des messages de soutien qui étaient lus avec fierté dans les meetings de l'OCI.

A certains endroits, l'OCI vit ses efforts dûment récompensés par les bureaucrates réformistes qui acceptaient avec grâce la presse, les moyens journalistiques et organisationnels mis par l'OCI à leur disposition dans cette campagne. A Nice, par exemple, l'OCI organisa des meetings communs avec le Parti socialiste donnant un soutien enthousiaste aux sociaux-démocrates ; en retour, le candidat du Parti socialiste lui accorda une interview dans *Informations Ouvrières* où il la félicita pour son action "très dynamique et marquante" (*Informations Ouvrières* n°839).

Il est possible que les militants sérieux de l'OCI, voyant les résultats de ces élections, se demandent : à quoi cela a-t-il servi ? Quel bénéfice la classe ouvrière a-t-elle tiré de toute cette agitation pour augmenter le nombre des voix en faveur du front populaire ? En effet, après une campagne comme celle de l'OCI, il faut une dose de cynisme de l'importance de celle de Jean-Jacques Marie — un de ses dirigeants — pour expliquer combien il est important d'avancer le mot d'ordre d'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat (*Informations Ouvrières* n°845), alors que quelques semaines avant les élections, dans son intervention au congrès de la FEN, il ne mentionnait même pas la question du front populaire (il ne s'est d'ailleurs opposé à la direction social-démocrate de ce syndicat sur aucune autre question importante).

Sans doute, la direction de l'OCI répondra à des critiques internes de sa campagne qu'elle lui a permis de recruter toute une couche de nouveaux militants. A une échelle plus petite, cela diffère peu de ce que les bureaucrates réformistes rétorquent aux critiques des trotskystes : "nous recrutons la masse des ouvriers". Ceux qui ont pu entendre ces derniers mois de nombreux vendeurs d'*Informations Ouvrières* récemment recrutés vanter avec enthousiasme les vertus d'un gouvernement d'union de la gauche savent que, pour eux, l'appel purement formel à rompre avec les radicaux n'est que ce qu'il a toujours été destiné à être : une façade d'"orthodoxie". L'effort de garder et d'intégrer ces nouveaux militants recrutés avant tout sur la base de mettre le front populaire au pouvoir exercera sur l'OCI une importante pression droitiste.

En tout cas, il ne faut pas compter sur la direction de l'OCI pour répondre de cette campagne opportuniste. La direction de l'OCI a même récemment lancé une bataille vengeresse contre "ceux" (non nommés) qui pensent que les élections ont été une "défaite" et suggère que ceux-ci cherchent à "contourner l'appel".

Biblioteca de Comunicacion
Contacto de la appar
en EFR page 4

INFORMATION DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DES BUREAUX DE LA PRESSE

INFORMATIONS OUVRIERES 841

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Notre position

Les dirigeants du PS se sont engagés à se désister

Si les dirigeants du PCF s'engagent aujourd'hui à se désister

Le 12 mars : majorité PS-PCF!

Le 19 mars : la victoire!

La délegation du 4 mars au siège du CC du PCF
70.000 signataires, 450 comités dans la région parisienne,
137 coordinations régionales en province :

« Nous continuons le combat »

104 pages 1 n 7



Dressés face à Carter

Comment l'OCI s'oppose au front populaire (IO n° 841, 8 - 15 mars)

Avec cette position, l'OCI a une méthodologie de pression sur les appareils réformistes qui n'est pas essentiellement différente de celle des pablistes. D'ailleurs, au fur et à mesure que les élections approchaient, les mots d'ordre de la LCR ressemblaient de plus en plus à ceux de l'OCI, de sorte que toutes deux se retrouvèrent avec les mêmes slogans d'"unité", de "désistement" et de vote pour le PC et le PS. Les "polémiques" de l'OCI contre la LCR à propos des élections se réduisirent donc à des vantardises sur le fait qu'elle avait avancé ces mots d'ordre opportunistes plusieurs mois avant les pablistes.

Bien sûr, pour la LCR comme pour l'OCI, l'appel à une "majorité PC-PS" n'était qu'une façon déguisée

Meetings LTF

Opposition trotskyste au front populaire : clé de regroupements internationaux

"Pas une voix pour aucun des candidats du front populaire!" — tel était le thème des meetings tenus par la Ligue trotskyste de France (LTF) à l'université de Villetaneuse et à la Salle Lancry à Paris à la veille du second tour des législatives. Ces meetings représentaient le point culminant de la campagne menée par la LTF pendant toute la période précédant les élections pour combattre les illusions largement répandues dans le front populaire. Au cours de cette campagne, la LTF avait diffusé un tract pré-électoral et était intervenue, dans la mesure de ses forces, dans de nombreux meetings électoraux tenus par les centristes, aussi bien à Paris qu'à Grenoble, Clermont-Ferrand, Nantes et ailleurs.

À la Salle Lancry, une cinquantaine de personnes ont pu entendre Alastair Green, ex-membre de la Fraction trotskyste de la Workers Socialist League (WSL) anglaise, expliquer au nom de la Spartacist League/Britain (SL/B), nouvellement constituée, l'importance centrale qu'avait eue la question de l'opposition trotskyste au front populaire pour la lutte de la Fraction au sein de la WSL et sa fusion avec la tendance spartaciste internationale (TSI) pour former la SL/B. Après avoir mentionné les positions convergentes de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) et de la majorité de la direction de la WSL sur le front populaire, ainsi que leur défense commune du "front unique stratégique" et leur capitulation devant la social-démocratie, le camarade Green conclut: "Le fait que ce soit la TSI, et non l'OCI, qui ait gagné ce qu'il y avait de sain dans la WSL témoigne de la force du programme trotskyste. Nous sommes persuadés qu'à l'avenir, nos camarades porteront des coups encore plus directs aux lambertistes. Ces victoires, comme notre récente victoire en Grande-Bretagne, seront célébrées sous la bannière d'une opposition prolétarienne à la collaboration de classe."

Dans l'intervention suivante, le camarade Cranac'h, expliquant pourquoi il avait récemment quitté la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en accord politique avec la LTF, confirma l'importance de cette question dans la lutte contre le centrisme. Lorsqu'il devint évident que les textes qu'il avait écrits en opposition à sa capitulation devant l'union de la gauche avaient tout simplement été

enterrés par les dirigeants de la LCR, Cranac'h rompit publiquement avec cette organisation, dont il avait fait partie pendant des années, et distribua devant un meeting du bloc électoral LCR-OCT-CCA un document appelant à "une opposition trotskyste au front populaire".

Rappelant qu'il avait fait partie d'une longue série d'oppositions à la direction de la LCR, Contre le Courant, puis la Tendance 4, la Tendance C et enfin la Tendance A unifiée, Cranac'h expliqua qu'incapables de rompre avec le pablisme, toutes ces tendances n'avaient laissé derrière elles que des cadres démoralisés qui ont pratiquement tous fini par se rallier à la majorité ou par abandonner complètement la politique. Il parla notamment du rôle traître de la Fraction léniniste-trotskyste (FLT), fraction aujourd'hui dissoute, qui était liée au Socialist Workers Party (SWP) réformiste et dont le verbiage faussement "orthodoxe" avait réussi à tromper de nombreux militants sincèrement à la recherche du trotskysme. Les législatives ont bien montré à quoi menait le ralliement de ces militants à la direction du SWP: la plupart des survivants de la FLT auront été les meilleurs candidats présentés par la LCR!

Plusieurs militants du Parti communiste international (PCI) bordiguiste intervinrent après les présentations en feignant d'adopter une position "intransigeante" avec leur refus de participer aux élections; le débat qui eut lieu souligna que seul le programme trotskyste peut réellement s'opposer au front populaire. Les camarades de la LTF mirent en évidence que le "gauchisme" superficiel du PCI ne servait qu'à couvrir son refus d'engager la lutte contre l'union de la gauche et la collaboration de classe des bureaucrates. Attaqués pour leur opportunisme vis-à-vis des bureaucrates syndicaux, les bordiguistes le confirmèrent eux-mêmes en abandonnant leur ton "gauche" pour attaquer le Programme de Transition et insister sur l'importance primordiale des questions purement économiques.

Ce meeting n'aura pas eu l'audience des "masses" venues assister aux rassemblements de rabattage pour le front populaire organisés par les centristes; mais la lutte programmatique de la campagne de la LTF aura préparé les bases pour le regroupement de ceux qui sauront s'engager dans la construction du parti trotskyste en France.

suite de la page 3

reuil stalinien" (La Lettre d'Informations ouvrières n°25). Pourtant, il est facile d'imaginer que ce sentiment de "défaite" est assez répandu dans l'OCI qui a été jusqu'à mettre à la une de son journal, la veille des élections: "Le 12 mars: majorité PC-PS! le 19 mars: la victoire!" (Informations Ouvrières n°841).

Au mieux, ce que peuvent espérer ces militants qui ont le sentiment vague que les choses ne se sont pas passées comme ils le pensaient, c'est une "autocritique" de mauvaise foi de la part de la direction qui

reculera sur certaines des déclarations les plus outrancières des derniers mois et mettra les échecs sur le compte des cadres moyens qui n'auraient pas appliqué correctement une ligne fondamentalement correcte. Cette manœuvre, également sortie tout droit de l'arsenal des bureaucrates, est déjà suggérée dans une récente résolution du comité central de l'OCI:

"Néanmoins, il faut signaler que dans l'application de la ligne adoptée par les différents congrès et CC, des incertitudes et oscillations se sont produites."
 Bibliothèque de l'Université de Montréal
 Bibliothèque Générale
 CÉDOC

Lettre

La lettre suivante est une réponse à l'article "OCI: agents électoraux du front populaire" publié dans un supplément au Bolchévick n° 7 et également, en anglais, dans Workers Vanguard n° 103 (25 novembre 1977).

New-York
18 février 1978

Rédacteur en chef, Le Bolchévick

Chers camarades,

C'est avec intérêt que j'ai lu l'excellente polémique contre l'Organisation communiste internationaliste (OCI) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) dans le supplément au Bolchévick n° 7 du 16 novembre 1977 ("OCI: agents électoraux du front populaire"). C'est probablement parce qu'il a été écrit par nos camarades de la Ligue trotskyste de France (LTF) pour être diffusé en France que cet article présuppose plus ou moins connu de tout le monde le contexte politique français actuel et qu'il contient quelques déclarations polémiques qui, si on les isole de leur contexte et si on les prend dans leur sens général, sont incorrectes.

Les principales organisations pseudo-trotskyistes en France prétendent aujourd'hui qu'une victoire du front populaire serait un "premier pas" ou, d'une certaine manière, quelque chose de "progressiste" qui représenterait une "victoire" pour le prolétariat français. Mais en fait, comme la tendance spartaciste internationale (TSI) l'a fait remarquer à maintes reprises, une victoire électorale du front populaire bourgeois, loin d'être une "victoire" pour la classe ouvrière, ouvrirait le chemin à d'importantes défaites des ouvriers, que ce soit par un coup d'État sanglant ou autrement. Pourtant, il est incorrect de généraliser ce point comme le fait l'article quand il dit que "les ouvriers n'ont pas plus à gagner à la victoire d'une formation bourgeoise qu'à une autre."

La classe ouvrière n'est pas indifférente par exemple à la différence de degré dans l'oppression qu'il y a sous une dictature militaire bonapartiste ou fasciste et une démocratie bourgeoise quand, par exemple, les chrétiens-démocrates sont au pouvoir. Si la question d'une confrontation militaire directe était posée, les marxistes appelleraient les ouvriers à se mobiliser indépendamment, mais du même côté des barricades que les démocrates bourgeois contre les fascistes ou les aspirants bonapartes. Nous aurions été prêts, en 1958, à nous battre aux côtés des staliniens, des sociaux-démocrates ou des libéraux bourgeois, s'ils avaient résisté à l'instauration par de Gaulle de la Ve République semi-bonapartiste. Mais en aucun cas, nous n'aurions donné de soutien politique à une formation bourgeoise — par exemple, en demandant de voter dans les élections présidentielles françaises de 1965 pour Mitterrand, alors à la tête d'un parti bourgeois, contre de Gaulle.

De même, en polémiquant contre l'OCI qui, comme le dit clairement l'article, tend à faire croire que la social-démocratie est d'une certaine manière "moins réactionnaire" que le PCF stalinien — et contre aussi la LCR qui laisse fréquemment sous-entendre que ce sont au contraire les staliniens qui sont "moins réactionnaires" que le PS social-démocrate — l'article parle des "bureaucraties réformistes [du PCF et du

PS] aussi contre-révolutionnaires l'une que l'autre". Certes, il est vrai que les staliniens et les sociaux-démocrates sont contre-révolutionnaires d'une manière comparable et qu'il n'y en a pas un qui soit "moins contre-révolutionnaire" par nature que l'autre. Pourtant, à certains moments, le PCF ou le PS peuvent adopter une position spécifique plus à gauche que la position prise par l'autre. Ainsi aux États-Unis, pendant la courte période entre la signature du pacte Hitler-Staline et l'invasion de l'Union soviétique par les nazis, quand les staliniens américains ont fait une bruyante propagande contre la guerre impérialiste et rompu avec Roosevelt, Trotsky était en faveur d'un soutien électoral critique à leur candidat. Par contre, quelques mois plus tard, quand les staliniens retournèrent leur veste et devinrent les supporters les plus patriotiques de la "guerre antifasciste", ils furent les plus notoires briseurs de grève et partisans de l'accroissement des cadences pour l'effort de guerre.

Un passage dans l'article pourrait se prêter à une mauvaise interprétation: "Les travailleurs doivent exiger, comme condition minimum à un soutien électoral, que le PC et le PS rompent avec leurs partenaires électoraux bourgeois et avec le programme commun qui sert de cadre à cette alliance de collaboration de classe." Évidemment cette phrase ne peut être comprise que comme: "La condition minimum que les travailleurs doivent poser pour donner un soutien critique électoral au PCF et au PS est qu'ils rompent avec leurs partenaires électoraux bourgeois (...)" Les travailleurs doivent exiger que le PCF et le PS rompent vraiment avec les partis bourgeois avant de voter pour eux. L'OCI trahit le principe de l'indépendance de la classe ouvrière en appelant au soutien critique des représentants du front populaire bourgeois, et excuse ce soutien sous prétexte qu'en même temps elle appelle les partis ouvriers à rompre avec leurs partenaires électoraux bourgeois.

Enfin on peut lire dans l'article: "La position de l'OCI que la formation du parti révolutionnaire doit inévitablement passer par un 'large' regroupement de tendances politiques différentes est essentiellement une conception social-démocrate, typique de la Deuxième Internationale d'avant la deuxième guerre mondiale". Évidemment, il s'agissait de la social-démocratie avant la première guerre, au moment où l'opposition purement formelle à la collaboration de classe des sociaux-démocrates comme Kautsky n'était qu'un voile pudique à leurs appétits réformistes.

Salutations trotskystes,
John Sharpe

Lisez Le Bolchévick

Organe de la
Ligue Trotskyste de France

12F les 6 numéros
avec SPARTACIST (éd. fr.)

B.P. 421 09 — 75424 PARIS CEDEX 09

UAB
Biblioteca de Comunicar
I Hemeroteca General
CEDOC

Pour une opposition trotskyste au front populaire!

Nous reproduisons ci-dessous un texte distribué publiquement le 10 janvier par Cronos'h alors militant de la LCR. Ce camarade, depuis 8 ans dans cette organisation et oppositional de longue date, démissionna quelque temps après la distribution de ce texte en se déclarant en accord politique avec la LTF.

L'axe de mon opposition à la politique électorale de la LCR peut être condensé de la façon suivante : appeler à voter pour le PCF et le PS qui sont encore aujourd'hui liés au mouvement des radicaux de gauche et qui n'ont toujours pas renoncé à leur engagement pour le programme commun, c'est voter pour les candidats d'un front populaire, c'est-à-dire d'une formation bourgeoise. Toutes les remarques "critiques" et toutes les suggestions faites dans *Rouge* pour "améliorer" l'union de la gauche ne changent rien au fait que ce que la direction de la LCR fait par ces consignes de vote, c'est utiliser le peu d'influence sociale qu'elle a pour assurer la victoire du front populaire. Et cela, camarades, c'est une trahison pure et simple. Aujourd'hui, c'est une telle consigne de vote qui permet de prédire que demain, si l'union de la gauche gagne les élections, l'attitude de la direction de la LCR ne sera pas une attitude d'opposition révolutionnaire à ce gouvernement capitaliste, mais de pression sur le front populaire, sous une forme ou sous une autre. C'est l'attitude qu'a eue le MIR chilien par rapport à l'unité populaire d'Allende ; on sait ce qu'elle a donné. C'est aussi l'attitude qu'a eue la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert en 35-36 : celui-ci se battait explicitement pour un "front populaire de combat".

Le «FURisme»

La LCR, l'OCT et les CCA ont formé ce bloc électoral dans la tradition du FUR portugais, de Democrazia Proletaria en Italie et du FUT espagnol. Et loin d'offrir par là un moyen d'exprimer une "défiance", ce bloc subordonne toute considération programmatique à l'espoir que s'il rassemble assez de gens, il pourra tripatouiller avec un éventuel gouvernement de front populaire. Se complaisant dans l'illusion d'une influence nationale, et prétendant que le vote pour le bloc serait un avertissement à Marchais et à Mitterrand, le bloc promet que son opposition au front populaire sera une opposition loyale : "battre la droite au second tour" signifie en effet porter le front populaire au pouvoir.

Quel est le programme de ce bloc ?

Ce "petit programme commun de l'extrême-gauche" contient une caractérisation d'un gouvernement d'union de la gauche qui est au moins correcte : "Un tel gouvernement (...) ne serait qu'un gouvernement bourgeois" (plateforme unitaire, point 2). Pendant des années, la direction de la LCR a refusé de dire de l'union de la gauche qu'elle était une formation bourgeoise ; elle utilisait la formulation d'"alternative réformiste globale" ; et elle refuse encore de dire qu'elle est un front populaire. La sensibilité politique des militants de la LCR a été tellement émoussée pendant ces 5 années d'appel à voter pour le front populaire, que lorsque la direction de la LCR déclare explicitement

qu'un gouvernement de gauche sera un gouvernement bourgeois en fait, cela ne lui sert qu'à mieux faire pression sur ce gouvernement bourgeois. Quant à sa soi-disant opposition de principe au vote pour les candidats bourgeois de l'union de la gauche, il suffit de rappeler que la LCR appelait aussi dans les municipales à voter pour les listes d'union de la gauche comprenant ces bourgeois, sauf si elles étaient conduites par l'un d'eux.

(...)

Il est impossible de ne pas relever aussi cette petite phrase du manifeste de ce bloc entre pseudo-trotskystes, maoïstes et autogestionnaires sur la question russe : "Dans des pays comme l'URSS ou les pays de l'Est, il existe des régimes qui n'ont rien à voir avec le socialisme." (plateforme, point 5). Pour pouvoir faire ce bloc avec l'OCT et les CCA, la direction de la LCR fait "disparaître" la caractérisation de classe de l'URSS, et donc aussi la revendication trotskyste de défense militaire inconditionnelle des États ouvriers déformés et dégénérés. Et c'est parfaitement logique : étant à la traîne des écologistes, la LCR appelle "l'ensemble des États ouvriers à détruire unilatéralement leur arsenal nucléaire" (*Soldat-Travailleur* n°7, septembre-octobre 1977, p.5). Cette position fera plaisir au SWP réformiste des États-Unis qui, dans sa campagne pour s'affirmer comme la social-démocratie américaine, a abandonné dans les faits sa position de défense de l'URSS pour faire écho à la croisade de Jimmy Carter pour les "droits de l'homme".

La mise sur pied du bloc s'est accompagnée d'une violente polémique contre Lutte Ouvrière, qui a refusé de rééditer l'accord des municipales : en fait si LO doit être critiquée, c'est pour avoir accepté cette opération en 76 ; c'est aussi parce que son projet de campagne actuel, qui s'adresse aux ouvriers les moins conscients politiquement, n'envisage pas de se battre sur le *Programme de Transition* et pour un gouvernement ouvrier, mais repose plutôt sur un économisme basiste. LO votera aussi sans doute pour les candidats de l'union de la gauche-front populaire au second tour.

L'unité de qui ? au nom de quoi ? contre qui ?

Après la chamaillerie de septembre entre les radicaux, le PS et le PCF, *Rouge* demandait l'unité des bureaucrates "pour ne pas trahir la confiance des travailleurs" puisque "à présent les travailleurs sont inquiets de la division, se sentent impuissants." (*Rouge* n°458, samedi 24 septembre 1977, p.1). Cet appel à l'"unité" allait aussi se concrétiser par la proposition de tenir des assemblées "où tous les syndicats et tous les partis ouvriers expliquent leur position. Après le débat démocratique, les travailleurs seront consultés, et le PCF et le PS devront s'engager à tenir compte de leur avis" (*Rouge* n°459, lundi 26 septembre 1977, p.12). Sous prétexte d'"unité" et de "démocratie ouvrière", ce n'est plus seulement d'un front populaire de combat qu'il s'agit pour la direction de la LCR, mais d'un front populaire démocratique, et d'authentiques propositions d'intégration à celui-ci ! Comme l'explique

Trotsky à propos de la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert :

"(...) ce groupement est caractérisé par une incompréhension totale des lois du mouvement des masses. Les centristes ont beau bavarder sur les 'masses', ils s'orientent toujours sur l'appareil réformiste. (...) Pendant que, pour les masses révolutionnaires, la question de vie ou de mort est de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l'unité de ces appareils comme un bien absolu, au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. (...) La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de la direction actuelle. Le mot d'ordre d'unité devient dans ces conditions non seulement une bêtise mais un crime."

— "Où va la France ?", n° spécial de *Quatrième Internationale*, février 1969, p.84

La LCR et l'OCI avancent le mot d'ordre de gouvernement PCF-PS. Mais cela est au mieux un avatar parlementariste du *Programme de Transition* ; en aucun cas, elles n'avancent ce mot d'ordre de manière à opposer au front populaire un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui repose sur les organes de double pouvoir de la classe ouvrière (comme par exemple des comités de grève dans une situation de grève générale). Le dernier acte de crétinisme parlementaire de l'OCI — après avoir affirmé qu'une majorité électorale de gauche balayerait la Ve République, après avoir refusé de présenter ses propres candidats puis lancé une campagne hystérique pour le "désistement" — c'est la déclaration de Stéphane Just : "(...) et même une victoire électorale du PS remettrait à son corps défendant immédiatement en cause les institutions et le fonctionnement de la Ve République" (*La Vérité* n°579, p.26).

Dans ces élections, l'appel à un gouvernement PCF-PS n'a rien à voir avec une politique "classe contre classe". Dans le cadre des rapports de forces actuels, des illusions répandues dans la classe ouvrière et sans rupture définitive des réformistes d'avec ce front populaire, il ne peut s'agir de rien d'autre que d'une promesse de ne pas gêner la victoire électorale du front populaire bourgeois. S'il est possible d'envisager un soutien critique dans certaines conditions pour un parti ouvrier qui fait campagne indépendamment d'un parti bourgeois, il est donc totalement exclu d'appliquer cela en France actuellement. Les travailleurs doivent exiger comme condition minimum à leur soutien électorale éventuel que le PCF et le PS rompent avec leurs partenaires électoraux bourgeois et avec le programme commun qui sert de cadre à cette alliance de collaboration de classe.

Pour une opposition trotskyste au front populaire !

Camarades, pour présenter une opposition trotskyste au front populaire, il faut commencer par exiger la rupture immédiate du bloc électoral LCR-OCT-CCA. Dans ces élections, de véritables révolutionnaires devraient présenter, en fonction de leurs forces, des candidats de leur parti, dégagé de tout bloc de propagande, des "avant-gardes larges" et autres joujoux centristes — qui ne servent qu'à masquer leur refus d'affronter face à face le front populaire-union de la gauche, les gouvernements à la Gonçalves et les pactes de la Moncloa.

En plus de revendications économiques immédiates, un candidat trotskyste reprendrait les éléments essentiels du *Programme de Transition*, y compris l'appel à

un gouvernement ouvrier basé sur les conseils ouvriers pour exproprier la classe capitaliste.

La revendication du manifeste LCR-OCT-CCA pour l'"épuration de l'administration et le démantèlement de la hiérarchie militaire" montre combien ce programme n'est pas révolutionnaire. Purement réformiste ! Par ailleurs, si la lutte pour les droits démocratiques des soldats est tout à fait légitime, les révolutionnaires sont pour la destruction de l'armée bourgeoise. Un programme trotskyste inclurait l'appel à la constitution de milices ouvrières à partir des piquets de grève pour protéger les militants (comme Pierre Maitre), les locaux et les organisations ouvrières, pour affronter les bandes fascistes demain — pour constituer l'"avant-garde prolétarienne de la prise du pouvoir quand sonnera l'heure". L'exclusion de la police hors du mouvement syndical — qui demain sera lancée contre les grèves ouvrières par le front populaire au nom du pacte passé avec la bourgeoisie — devrait aussi être une revendication importante : le gouvernement Blum faisait frapper et assassiner les amis de Marceau Pivert à Clichy en 1937 par la police "démocratique". Les trotskystes doivent inclure absolument et inséparablement dans leur programme — et particulièrement l'avancer dans les syndicats — la rupture immédiate et inconditionnelle des organisations de masses d'avec l'union de la gauche.

S'ils en avaient la possibilité électorale, *Les trotskystes se maintiendraient au deuxième tour* comme seuls représentants indépendants de leur classe.

Les trotskystes font tout ce qu'ils peuvent pour que les travailleurs ne refassent pas l'expérience désastreuse des gouvernements de front populaire : France 1934-1936, Espagne 36-37, France 44-47, Chili 70-73, Portugal. Les centristes de tout poil, eux, sont prêts à refaire cette expérience.

Tel est le cadre et le programme sur lequel la LCR s'apprête à "faire pression" sur le gouvernement de front populaire qui pourrait sortir des élections de 78 : son seul contenu est celui de la trahison des intérêts du prolétariat.

Camarades, accepterez-vous d'être complices ?

Camarades, avez-vous déjà oublié le dernier acte désespéré des cordons industriels du Chili appelant les directions majoritaires de leur classe, en septembre 73, à "Romper con la burguesia !" ? Ce n'est pas pour des questions de pédagogie que LCR et OCI ont refusé d'avancer ce mot d'ordre au profit de "gouvernement PCF-PS", et même pour l'OCI, purement et simplement "majorité parlementaire PS-PCF" ; c'est pour se placer sur le terrain de l'union de la gauche... parce que, selon elles, c'est une "étape nécessaire" pour aller au socialisme.

- o Pour une opposition trotskyste au front populaire !
- o Pour un gouvernement ouvrier d'expropriation de la bourgeoisie !
- o Organisations ouvrières, rompez avec l'union de la gauche et avec le programme commun !
- o Pas une voix pour aucun des candidats du front populaire !
- o Contre le bloc LCR-OCT-CCA !

La Fraction trotskyste de la WSL et le groupe spartaciste londonien fusionnent



Conférence de fondation de la Spartacist League/Britain

Photo Spartacist Britain

Renaissance du trotskysme britannique

Quand les vingt-quatre membres de la Fraction trotskyste (FT) ont quitté la Workers Socialist League (WSL) à sa deuxième conférence annuelle les 18 et 19 février, ils sont partis en affirmant leur opposition à "l'attachement pabliste au Parti travailliste, l'attitude capitulaire devant le nationalisme, en particulier devant le nationalisme irlandais, l'économisme, le minimalisme omniprésents et l'esprit de clocher" de la direction centrale ("Déclaration de la Fraction trotskyste", *Workers Vanguard* n°194, 24 février). La FT disait que son but était de lutter pour une section britannique de la Quatrième Internationale recréée. Son premier pas en ce sens fut de fusionner rapidement avec le groupe spartaciste londonien à une conférence, les 4 et 5 mars, pour former la Spartacist League/Britain (SL/B), section sympathisante de la tendance spartaciste internationale (TSI).

Cette fusion est une des plus importantes et des plus significatives en 15 ans d'histoire de la tendance spartaciste. La nouvelle organisation a déjà près d'une cinquantaine de membres; elle est présente à Londres et dans les Midlands. Du fait de l'étendue de son programme léniniste et de la clarté de ses perspectives internationalistes, la SL/B exerce une forte attraction sur les éléments oppositionnels qui sont restés à l'intérieur de la WSL. On va bientôt pouvoir se rendre compte que la même chose se produit avec les nombreuses petites organisations centristes qui trouveront dans la Spartacist League une unité solide et program-

matiquement fondée — en contraste frappant avec les mésalliances politiquement opportunistes et de courte durée qui passent pour des fusions dans le milieu morcelé des trotskistes britanniques.

La lutte fractionnelle dans la WSL et la fusion avec la Fraction trotskyste illustrent remarquablement la politique de regroupement révolutionnaire de la TSI. Sachant que l'on peut aujourd'hui trouver beaucoup de militants de valeur dans toutes les organisations pseudo-révolutionnaires, nous avons lutté pour regrouper les meilleurs de ces cadres potentiels pour constituer le noyau initial d'un parti d'avant-garde international. C'est essentiellement un processus de scissions et de fusions, aux États-Unis comme sur le plan international, qui a permis à la Spartacist League/US (SL/US) de sortir de l'isolement national qui lui avait été imposé par son exclusion de la conférence du Comité international (CI) de Gerry Healy en 1966. Mais pour la direction de la WSL, regroupée autour d'Alan Thornett, tout combat polémique au sein de la gauche est "petit-bourgeois". De sorte que la WSL a été incapable de développer une quelconque perspective de travail international.

Le but de notre politique de regroupement a toujours été de faire scissionner d'une façon décisive les cadres des organisations centristes et en premier lieu des usurpateurs pablistes du trotskysme qui sont l'obstacle principal à la renaissance de la Quatrième Internationale. C'est exactement ce qui a été produit

avec la WSL. Il y a un peu plus de quatre ans, *Workers Vanguard* envoyait un camarade faire un reportage sur la grève des mineurs britanniques. A cette époque la tendance spartaciste venait tout juste de faire ses premières recrues ici et là en Europe. C'est seulement à la fin de 1975 qu'il fut possible d'établir un groupe spartaciste à Londres ; il fallut presque deux ans de propagande persévérante pour arriver à la percée que représente cette fusion avec la Fraction trotskyste. Mais aujourd'hui, les sections de la TSI en dehors des États-Unis constituent plus du tiers des membres de la tendance internationale.

Bob Pennington, l'un des dirigeants de l'International Marxist Group (IMG — filiale britannique de ce qu'on appelle le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale [SU]) faisait remarquer l'automne dernier que ceux qui se réclamaient du trotskysme devaient choisir entre deux "courants principaux" : le SU et la TSI. Ce qu'il voulait suggérer par là était bien sûr que le SU "réunifié" serait "là où il y a de l'action". Mais la scission de la WSL, et la formation de la SL/B aussitôt après, ont fait de la TSI un concurrent organisationnel direct du SU sur le terrain britannique, ce qui n'a certainement pas fait plaisir à Pennington et à ses amis. Cela prouve qu'il y a des gens dans l'"extrême-gauche" britannique qui en ont assez de courir après tout ce qui est à la mode et qui veulent commencer à travailler à la construction d'une internationale démocratiquement centralisée et authentiquement trotskyste.

En ce qui concerne la WSL ouvriériste, le groupe de Thornett dans sa principale réponse aux documents de la FT a commencé par parler des oppositionnels comme "d'une petite partie de notre mouvement". Mais le ton de leurs commentaires publics par la suite montre bien qu'ils ont été surpris que plus d'une vingtaine de membres ait pris la décision de quitter l'organisation. La WSL ne se remettra pas facilement de la perte de deux membres de son comité national, trois membres du comité de rédaction de *Socialist Press*, trois des quatre membres de sa commission irlandaise et de plusieurs organisateurs de groupes régionaux ou locaux. En perdant un cinquième de ses membres actifs, la WSL retourne à ses limitations locales d'origine : la fraction automobile tant vantée de Cowley (British Leyland) à Oxford, le groupe de Londres et une poignée de membres peu solides dans le Yorkshire.

De plus, la réponse de Thornett au défi lancé par la Fraction trotskyste fut franchement pathétique, avant comme après la scission. Probablement parce qu'il sentait que le débat politique était son point le plus faible, Thornett se contenta d'exhiber son histoire à Cowley pour essayer de conjurer toutes les attaques. Dans ses remarques d'introduction d'une heure et demie à la conférence de la WSL, il ne consacra que peu de temps aux questions programmatiques qui devaient lui coûter 20% des participants. Son argument selon lequel les membres de la Fraction trotskyste ne s'intéressaient qu'à la "politique passionnante", représenta peu de chose à côté de la glorification apolitique du "train-train quotidien". Et le fait que la majorité n'ait présenté aucune perspective politique contribua certainement à jeter dans les bras de la FT un nombre relativement élevé de jeunes militants de base. On a rarement vu une direction centriste assister au démantèlement de son organisation avec autant de passivité.

La WSL, de son origine...

Avant la scission de la Fraction trotskyste, la WSL était déjà une organisation qui connaissait beaucoup de difficultés : son "travail international" au petit bonheur n'aboutissait à rien et ses perspectives nationales étaient au mieux vagues. Comme le faisait remarquer la Fraction trotskyste dans son document de fondation :

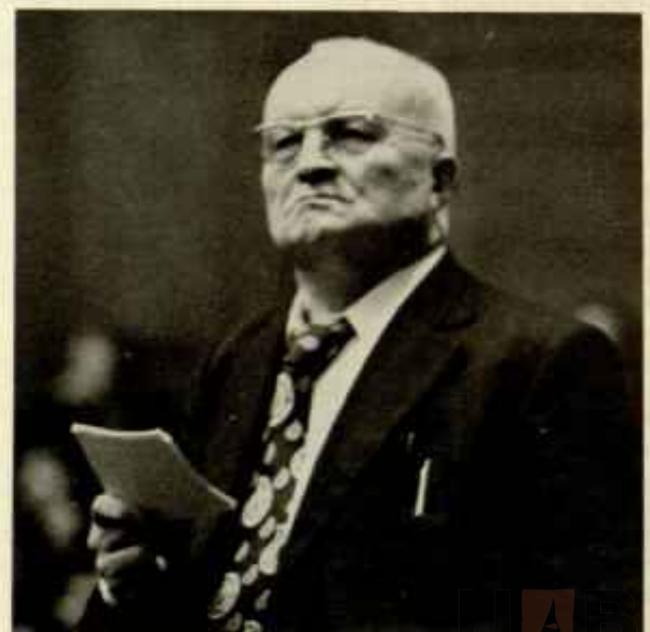
"La WSL est dans le chaos. Elle n'a pas une conception claire de ses tâches ou de son orientation. (...)

"Cette situation a une origine politique — à vrai dire le mouvement manque encore de base programmatique pour justifier son existence en tant que tendance politique distincte. Toutes les tendances politiques, du trotskysme au réformisme, sont représentées au comité national comme à la base."

— "In Defence of the Revolutionary Programme" (INDORP) ["En défense du programme révolutionnaire"]
Pre-conference Dialogue Bulletin
(F08) [de la WSL], février 1978

Et pourtant, il y a seulement trois ans, l'exclusion du groupe de Thornett par Healy, du Workers Revolutionary Party (WRP), fit grand bruit auprès de tous ceux qui se réclament du trotskysme dans le monde. La défense apparemment orthodoxe du Programme de Transition par Thornett, sa combativité bien connue dans l'industrie et son opposition aux pratiques sectaires de Healy promettaient d'être un mélange attrayant. Qu'est-ce qui a donc conduit à sa chute ?

Vers le milieu des années soixante, Gerry Healy recrutait personnellement à la Socialist Labour League (SLL — prédécesseur du WRP) une grande partie de la direction du comité des shop stewards de l'usine de Cowley (alors la Morris Motors), y compris Alan Thornett qui avait été un des syndicalistes du Parti communiste. La "fraction de Cowley" était la joie et la fierté de Healy ; c'était aussi son instrument principal pour exprimer sa conception déformée du trotskysme dans le mouvement ouvrier. Mais à la première opposition de Thornett à son "parrain", Healy répliqua par des tactiques dignes de la mafia, sans oublier l'intimidation physique.



Gerry Healy

Le groupe de Thornett, y compris la fraction de Cowley, fut exclu sommairement en décembre 1974 et devint quelques mois plus tard le noyau central de la Workers Socialist League. La TSI s'exprimait avec prudence sur cette scission :

"Actuellement c'est d'une façon négative qu'on peut le mieux définir la WSL. (...) On ne peut catégoriquement préjuger de son développement programmatique futur. Mais le fait que la WSL n'a pas développé la lutte interne contre Healy au-delà de la question de démocratie et qu'elle a rejeté l'ultra-gauchisme de Healy, tout en maintenant certains des aspects les plus révisionnistes de droite de la SLL/WRP, porterait à définir la WSL comme une scission à droite d'une version très déformée et typiquement centrée sur l'Angleterre d'un soi-disant trotskysme."

— "After Healy What? WSL Adrift"
Workers Vanguard n°69, 23 mai 1975

La Fraction trotskyste, trois ans plus tard, devait confirmer ce diagnostic : "La rupture de la WSL d'avec le maximalisme healiste fut en fin de compte une rupture allant vers l'économisme et le minimalisme" (INDORP).

Alors qu'elle était encore à l'intérieur du WRP, l'opposition de Thornett (concentrée à Oxford) s'allia avec un autre noyau dissident de Londres dont le chef était Alan Clinton. Clinton s'était rendu célèbre par ses protestations droitières quand le WRP décida de présenter des candidats contre le Parti travailliste aux élections générales de 1974 ; Thornett, quant à lui, s'intéressait plus à la revendication transitoire de contrôle ouvrier sur la production. Cette association politiquement hétérogène entre Clinton et Thornett fut une des premières expressions de l'indifférence programmatique que la WSL devait plus tard renforcer jusqu'au confusionnisme délibéré.

Le charme d'une fraction industrielle, influente quoique localement limitée, combiné à la prétention à défendre le trotskysme orthodoxe, attirèrent à la WSL des débuts toute une série de groupes évoluant à gauche. L'origine la plus importante de ces regroupements était un groupe d'anciens membres de l'International Socialists (IS — appelé aujourd'hui Socialist Workers Party (SWP)) de Tony Cliff qui était en train de rompre avec l'ouvriérisme social-démocrate de l'IS et s'orientait vers le trotskysme. La plupart de ces camarades — qui devaient constituer le noyau qui fonda plus tard la Fraction trotskyste — étaient passés pendant une courte période par le Revolutionary Communist Group (RCG).

Au moment de sa formation en 1974, le RCG avait aussi énergiquement affirmé l'importance du programme. Les fondateurs de ce groupe provenaient de la Revolutionary Opposition : exclue de l'IS en 1973, celle-ci avait fait directement l'expérience des conséquences d'un culte stupide de la spontanéité — une organisation dont le filet attrapait tout et ne retenait rien. Ils furent rejoints au début de 1975 par neuf membres de l'hétérogène Left Opposition (provenant également de l'IS) qui avait scissionné dans 4 directions différentes en 1974. Le RCG, qui avait avec légèreté renié toutes les luttes passées pour construire la Quatrième Internationale, était, sous la direction de son gourou David Yaffe, essentiellement un club de débats académiques divisé en cercles d'étude pour élaborer le nouveau programme.

Le RCG, encore dépourvu de plateforme commune mais qui avait besoin tout de même d'activités d'ensemble, fut une proie facile pour le trio de supporters du Socialist Workers Party (SWP) américain qui élaborait

un système de campagnes à thème unique : les femmes, l'Irlande, la solidarité avec le Chili puis l'Afrique du Sud. C'est en réaction à ces campagnes réformistes et parce qu'ils étaient attirés par la réputation de Thornett comme dirigeant ouvrier que presque un tiers des membres du RCG scissionnèrent pour rejoindre la WSL en 1975.

Même Alan Thornett, dont les horizons politiques ne dépassent en général pas l'atelier de Cowley, reconnut l'importance du recrutement de cette couche de cadres qui permit à la WSL d'établir des groupes locaux à Birmingham et à Coventry dans les West Midlands, ainsi qu'à Liverpool. Dans un discours devant une assemblée régionale de la WSL dans les Midlands en 1976, Thornett qualifia à juste titre ce recrutement de "plus grosse acquisition que la WSL ait jamais faite". Cela pourrait paraître en contradiction avec le mépris qu'a Thornett pour toute orientation vers d'autres groupes de gauche si l'on ne savait pas que la direction de la WSL n'avait pratiquement rien fait pour parvenir à ce regroupement.

... au groupe spartaciste londonien

Vers la fin de 1975, la TSI installa à Londres un petit groupe de cadres expérimentés, réalisant ainsi un désir qu'elle avait depuis longtemps de commencer un travail systématique en Grande-Bretagne. La présence de la SLL/WRP de Healy, ajoutée à l'importance stratégique propre de la Grande-Bretagne, fait de ce pays un des centres du trotskysme soi-disant "orthodoxe". A la fin des années cinquante et au début des années soixante, l'organe théorique de la SLL, *Labour Review*, avait entamé une lutte contre le liquidationnisme pabliste, ce que le SWP américain avait sérieusement négligé après la scission de la Quatrième Internationale en 1953 et qu'il était en train d'abandonner carrément en capitulant devant la popularité du castrisme.

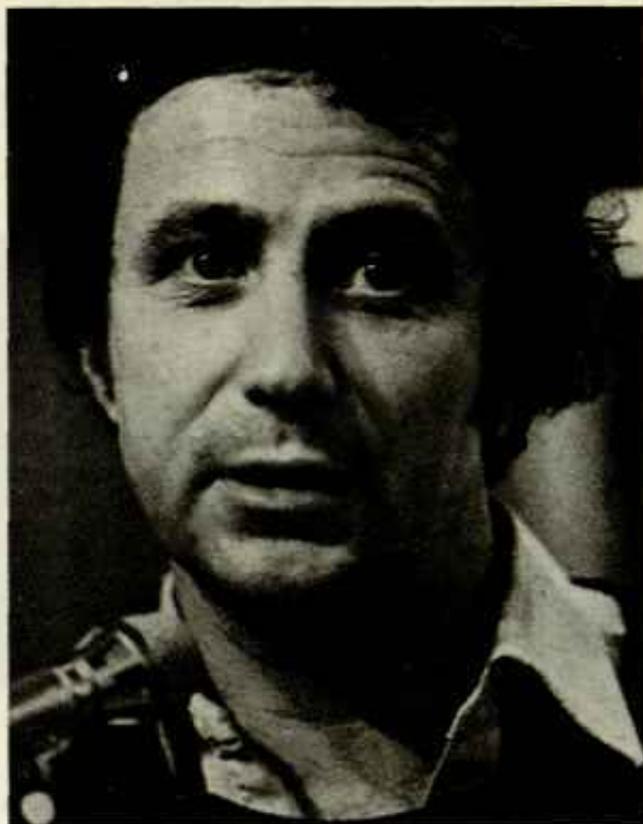
De plus, le document que la SLL produisit en 1960, "World Prospects for Socialism", était considéré par la Revolutionary Tendency (RT — prédécesseur de la SL/US) du SWP comme la formulation de sa propre position contre le pablisme. La RT, puis plus tard le groupe Spartacist, chercha à se joindre à Healy mais fut stoppée par l'insistance que mettait ce petit despote à écraser la moindre divergence (ce que Thornett devait découvrir plusieurs années plus tard). Après notre exclusion de la conférence du CI à Londres en 1966, la Grande-Bretagne resta interdite à la tendance spartaciste pendant pas mal de temps.

A partir de 1975, le groupe spartaciste londonien se mit à explorer systématiquement la myriade de groupes et de petites organisations et à polémiquer contre cette ceinture d'astéroïdes à gauche des centristes pablistes de l'IMG et des réformistes de gauche "capitalistes d'Etat" de l'IS/SWP. La lutte du groupe spartaciste londonien pour la clarification politique et pour le léninisme authentique bouleversait fréquemment la coexistence amicale des groupes trotskoïdes britanniques. Beaucoup d'entre eux étaient choqués de voir un groupe qui refusait de succomber aux charmes du "club" des gauches du Parti travailliste, d'adopter le nationalisme vert de l'IRA, ou de jouer avec tout le monde à faire du "travail de masse" bidon, alors qu'il s'agit des traits communs à toute l'"extrême-gauche" remarquable pour son esprit de clocher et son ouvriérisme.

La "famille" à la gauche du Parti communiste donnait de nombreux signes de crise. L'IS déclinaient visiblement depuis l'élection générale de février 1974 et

avait eu une hémorragie de cadres en 1975. Le WRP déraillait complètement et consacrait l'essentiel de ses forces à calomnier Joe Hansen (du SWP américain) et plus récemment à chanter les louanges du fanatique dictateur musulman de Lybie, Khaddafi. L'IMG n'arrivait pas à décider combien de fractions elle avait, tournait autour du chiffre de cinq et se demandait si elle serait super-mandélienne ou bien si elle servirait de pont vers Hansen.

Parmi les groupes plus petits, le RCG était en train de se transformer en culte autour de son dirigeant, aujourd'hui à la queue des staliniens séniles qui regardent vers Moscou. Le Workers Fight de Sean Matgamma (expulsé par les cliffistes en 1971) venait de fusionner avec le groupe Workers Power (exclusion de l'IS, millésime 1975) pour former l'International-



Alan Thornett

Communist League (I-CL), en cachant leurs divergences sur la question russe (Workers Power est partisan de la thèse du capitalisme d'État), sur le Parti travailliste et l'Irlande. Le mariage d'intérêt de Workers Fight et de Workers Power se rompit quelque temps avant son premier anniversaire quand ceux-ci se découvrirent des divergences insurmontables sur... l'Irlande et le Parti travailliste.

La WSL était à bien des égards le groupe le plus sérieux de ceux qui avaient scissionné des trois grands de l'"extrême-gauche" (le SWP, l'IMG et le WRP). Et la contradiction énorme entre sa prétention à l'orthodoxie trotskyste et sa pratique économiste faisait de la WSL un groupe qui allait droit vers l'explosion. De plus, au départ, elle était ouverte à la discussion politique avec les autres groupes qui se réclamaient de l'anti-pablisme. Son document d'octobre 1975, "La Quatrième Internationale — problèmes et tâches", cherchait à réévaluer l'histoire du mouvement trotskyste d'après-guerre pour servir de base à des dis-

cussions avec d'autres tendances, "particulièrement celles qui avaient été exclues du CI" (publié dans "Trotskyism Today", supplément à *Socialist Press* n°21-23).

La TSI répondit à cette invitation en écrivant une lettre (datée du 17 juin 1976) qui soulignait l'indulgence de la WSL envers la social-démocratie, insistait sur notre analyse de la formation des États ouvriers déformés (et en particulier sur le cas méthodologiquement important de Cuba) et retraçait également nos relations avec le CI de Healy. La lettre attaquait aussi la position ouvriériste qui consiste à dire que la dégénérescence du CI ou d'une autre tendance peut s'expliquer uniquement par leur composition sociale petite-bourgeoise. Bien qu'elle ait été la seule réponse que la WSL ait reçue à ses propositions de discussion, la lettre de la TSI ne fut portée à la connaissance du comité national lui-même qu'un an plus tard.

Mais le travail propagandiste virulent du groupe spartaciste londonien empêcha la WSL de s'immuniser complètement contre le spartacisme. Le premier fruit que porta son travail fut un amendement proposé par le groupe local de Liverpool à la résolution internationale à la première conférence annuelle de la WSL en décembre 1976. Bien que sérieusement marqué par son attachement à l'ouvriérisme de la WSL et donc hostile à la perspective de regroupement de la TSI, cet amendement exigeait tout de même que l'on rende hommage à la façon principielle avec laquelle la Tendance révolutionnaire du SWP américain avait abordé la révolution cubaine. Cela était en nette contradiction avec la position de la direction Thornett qui estimait qu'il n'avait existé que deux positions sur Cuba : l'enthousiasme pablisme pour Castro et la myopie de Healy qui niait qu'une révolution ait jamais eu lieu.

La direction pressa les délégués à la conférence de rejeter l'amendement, non pas parce qu'il était faux (en fait ils prétendaient même être d'accord avec lui), mais pour éviter que la résolution ne devienne tout un livre. Mais quand les membres votèrent pour inclure cet amendement — ce qui fut le seul vote oppositionnel qui passa à cette conférence — Thornett et ses lieutenants firent disparaître la résolution tout entière de sorte que celle-ci ne vit jamais le jour. Quoique cette question ait été sans conséquence immédiate, elle montra bien la réaction hystérique des dirigeants de la WSL à tout ce qui pouvait avoir des relents de spartacisme.

« Campagne pour la démocratie dans le mouvement ouvrier » et la coalition travaillistes-libéraux

Mais ce qui a été le véritable catalyseur de l'opposition de gauche encore informe qui devait devenir la Fraction trotskyste, ce fut l'intervention de la WSL dans la lutte des classes britannique. Une opposition à la direction Thornett se cristallisa sur des objections faites à "Campagne pour la démocratie dans le mouvement ouvrier" ("Campaign for Democracy in the Labour Movement") créée par la WSL et au fait qu'elle refusait de mettre la question du gouvernement au centre de son travail syndical. Ce refus devint particulièrement flagrant après la formation de la coalition parlementaire travaillistes-libéraux en mars 1977.

La tendance spartaciste internationale, à la réapparition de cette version britannique du front populaire pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, appelait à une "politique de non-alignement" condition-

nel aux travaillistes dans les prochaines élections à moins qu'ils ne répudient le coalitionnisme et jusqu'à ce qu'ils le fassent" ("Break with the Liberal/Labour Coalition in Britain", *Workers Vanguard* n°152, 8 avril 1977). Pourtant même après que Callaghan et Cie aient fait disparaître jusqu'à l'indépendance organisationnelle du Parti travailliste en le liant ouvertement aux libéraux bourgeois, avec en plus l'accord de tous les députés de "gauche" sans aucune exception — de Tony Benn et Michael Foot au reste — la WSL se contenta de conclure que les "gauches" auraient dû "exiger et même présenter eux-mêmes une nouvelle direction basée sur une politique socialiste" (*Socialist Press*, 25 mars 1977).

L'apolitisme persistant du travail syndical de la WSL faisait des mécontents à l'intérieur de la Workers Socialist League. Dans un premier document, "La WSL et la crise gouvernementale" ("The WSL and the Governmental Crisis", *Internal Bulletin* [de la WSL] n°19, 25 mai 1977), Green, Kellett et Piercey essayèrent de généraliser programmatiquement leurs objections :

"Quoique la grève aux machines-outils ait porté un défi objectif au contrat social et posé la question du renversement du gouvernement travailliste opposé à la classe ouvrière, la conscience de la direction créée dans la lutte, c'est-à-dire le facteur subjectif, ne correspondait pas à ses tâches objectives. (...) Bien que la WSL ait été la seule à reconnaître que la grève aux machines-outils conduisait à une crise gouvernementale importante, *Socialist Press* n'a pas fait de la question du gouvernement une question programmatique centrale pendant la grève."

A cette époque Green, Kellett et Piercey n'avaient pas définitivement rompu avec l'adaptation de la WSL au travaillisme ; ils cherchaient à faire du sempiternel mot d'ordre de Thornett "Faites lutter les gauches" un mot d'ordre révolutionnaire. Ils demandèrent à la WSL d'"exiger des gauches qu'ils soutiennent la grève [aux machines-outils] contre le contrat social et qu'ils chassent l'aile droite [du Parti travailliste parlementaire]".

"Campagne pour la démocratie dans le mouvement ouvrier", fondée en 1976, était une pâle imitation de l'"All Trades Union Alliance" ("Alliance pansyndicale") du WRP/SLL. Dans la pratique, elle se réduisit à un rassemblement où l'on racontait inlassablement les luttes quotidiennes sur le lieu de travail. Quand il fut clair que les masses n'accourraient pas dans "Campagne pour la démocratie..." malgré le mot "démocratie" qui figurait dans son nom, celle-ci devint un comité de collaboration amicale entre la WSL et d'autres groupes de gauche (en particulier l'IMG et l'I-CL). Mais surtout la plateforme de ce bloc de propagande pan-syndical, tout comme la campagne électorale d'Alan Thornett pour la présidence du Transport and General Workers Union [syndicat des transports], ne cherchaient pas à arracher les masses britanniques à leurs traditions et à leur conscience travaillistes.

Le programme de "Campagne pour la démocratie..." ne consistait au fond qu'en une opposition au contrôle des salaires et à la réduction des dépenses sociales et à des appels pour plus de démocratie dans les syndicats. Il limite même les nationalisations aux usines qui sont sur le point de faire faillite ou de licencier massivement. Pas une fois on n'y fait mention de l'expropriation de toute l'industrie capitaliste et cela situe "Campagne pour la démocratie..." à la droite du programme maximum du Parti travailliste sur ce point. Pas un seul mot non plus pour s'opposer

à la présence des troupes impérialistes britanniques en Irlande du Nord, ou à la campagne chauvine des "gauches" du Parti travailliste pour la réglementation des importations ; et encore moins sur la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire.

Le groupe spartaciste londonien, dans un de ses tracts, faisait remarquer de "Campagne pour la démocratie..." réformiste qu'elle incorporait toutes les principales tares de la gauche britannique : "(...) glorification de la combativité syndicale spontanée et (...) capitulation politique devant la social-démocratie britannique" ("CDLM : WSL's Shortcut to Nowhere", 27 mars 1977). Le document de Green-Kellett-Piercey faisait une critique similaire :

"Notre refus de faire des questions de programme et de gouvernement un point central ne se limitait pas aux pages de *Socialist Press*. Cela fut évident à la conférence de 'Campagne pour la démocratie...'. (...) Bien qu'une résolution spéciale sur la coalition travaillistes-libéraux ait été votée par la conférence, la question politique vitale du gouvernement à laquelle la conférence était confrontée fut reléguée au deuxième plan, discutée séparément de la question des luttes salariales et de la lutte pour la direction des syndicats (...)."



Tony Benn et Michael Foot :
des « gauches » du Parti travailliste

Photo Econostat

Le tract du groupe spartaciste londonien attaquait aussi le prétexte que la WSL avançait pour excuser son suivisme par rapport à la combativité de la base. "Pour un petit groupe comme la WSL, la décision de 'dépasser le propagandisme' pour s'attaquer directement à la 'conquête des masses' est profondément anti-léniniste. Une organisation révolutionnaire n'acquiert la capacité de diriger des sections entières du prolétariat qu'au fur et à mesure qu'elle peut rassembler des cadres entraînés dans une difficile lutte pour une politique communiste."

Le document de Green-Kellett-Piercey abordait la question du refus de la WSL de lutter d'une façon polémique contre les groupes centristes, bien que leurs critiques aient été largement empiriques et exprimées avec timidité : "Nous avons aussi fait preuve de faiblesse politique en ne nous attaquant pas correctement à l'IMG à la conférence. (...) leur position que 'Campagne pour la démocratie...' ne devrait pas s'opposer (politiquement) aux initiatives de 'diversion' des staliens faisait partie de leur rôle de couverture de gauche pour le stalinisme. La différence entre nous et les pablistes n'était pas qu'ils avaient des divergences sur où et comment lutter pour le programme

ils ne sont pas du tout prêts à lutter pour le programme." Apparemment, la direction de Thornett ne l'était pas non plus, et elle répondit :

"Les camarades nous disent que nous n'avons pas correctement affronté l'ING à la conférence. Que nous aurions dû faire une déclaration nette sur leur rôle de couverture de gauche des stalinien. Une telle attitude aurait été désastreuse. Elle aurait à coup sûr chassé l'ING de 'Campagne pour la démocratie...'"

— "Réponse à 'La WSL et la crise gouvernementale'" par Alan Thornett, *Interval Bulletin* n°21

Le gouvernement ouvrier et « Faites lutter les gauches »

Les élections municipales en France et les élections générales en Irlande qui eurent lieu toutes deux au printemps 1977 relancèrent dans la WSL le débat sur la question du front populaire et en particulier sur le vote pour les partis ouvriers dans un front populaire. Au stage de formation de la WSL en juillet, ce problème fut débattu à la session sur l'Irlande ainsi qu'à la réunion du comité national. Le rédacteur en chef de *Socialist Press*, John Lister, soutenu par Alan Thornett, estimait que le seul fait d'envisager de voter pour les partis ouvriers dans un front populaire était, de la part de quelqu'un qui se dit révolutionnaire, une position droitière ; ce qui montre quelle importance avaient ces sujets "abstraits" avant cette époque.

A la réunion du comité national, on demanda aux porte-paroles des deux camps opposés — Steve Murray qui était pour le vote en faveur des partis ouvriers dans un front populaire et Mark Hyde et Jim Short qui étaient contre — de soumettre des documents défendant leurs positions respectives. Mais sans attendre l'issue du débat, *Socialist Press* publia le 17 août une déclaration disant que la WSL continuerait à appeler au vote pour le Parti travailliste tant que celui-ci ne présenterait pas officiellement de liste commune avec les libéraux. Au fur et à mesure que se développait la lutte fractionnelle, polarisant pour la première fois l'organisation sur des questions programmatiques, augmentait la peur de Thornett et Cie de "toucher" à des positions qui avaient été étiquetées comme "spartacistes".

Au cours de la discussion sur la question du vote pour des candidats du front populaire, certains retournèrent leur veste et les lignes de bataille commencent à devenir claires. Green, Holford, Kelfett, Murray, Quigley et Short présentèrent un document l'autonomie dernier, "La Coalition, 'Faites lutter les gauches' et le mot d'ordre de gouvernement ouvrier" (*PDB* n°2, janvier 1978), dans lequel ils appelaient à ne pas voter "pour les candidats des partis ouvriers (comme le Parti travailliste) qui sont dans une alliance de front populaire" (Thèse 2 de la conclusion). Sur le problème du mot d'ordre de gouvernement ouvrier, le document prenait la position de Trotsky telle qu'elle est exprimée dans des discussions avec des dirigeants du SWP américain alors révolutionnaire : "(...) la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la seule forme possible de gouvernement ouvrier et paysan." Ainsi le point 7 de la conclusion déclarait :

"La WSL avance le mot d'ordre de 'gouvernement ouvrier' comme pseudonyme de la dictature du prolétariat. Son contenu essentiel — un gouvernement agissant dans les intérêts de la classe ouvrière et basé, non sur l'État bourgeois, mais sur les organisations indépendantes du prolétariat — reste le même qu'il soit ou non avancé comme mot d'ordre propagandiste ou agitateur."

En ce qui concerne la question du vote pour les candidats du front populaire, le document déclare avec force que ce n'est pas une question tactique ou technique ; elle trace aujourd'hui la ligne de démarcation entre ceux qui donnent un soutien "critique" au front populaire et cherchent à le mettre au pouvoir et la politique bolchévique d'opposition prolétarienne au coalitionnisme. Mais cette position est loin d'être passive ou abstentionniste. Les auteurs du document écrivent :

"Nous appelons les syndicats sur le plan national à enlever le soutien syndical à tout membre du Parlement qui appuie la coalition. (...)

"Nous devons entamer une lutte dans toutes les circonscriptions du Parti travailliste pour renvoyer les membres du Parlement actuellement à l'Assemblée et pour choisir des candidats qui soutiennent un programme révolutionnaire opposé à la coalition. (...)

Dans les élections partielles qui ont lieu actuellement, nous ne pouvons apporter aucun soutien aux candidats du Parti travailliste qui défendent la coalition, mais nous aurons peut-être dans certains cas à envisager d'apporter un soutien critique à des candidats centristes ou révisionnistes, s'ils font de l'opposition à la coalition et au contrôle des salaires une question centrale de leur campagne."

— "La Coalition, 'Faites lutter les gauches' et le mot d'ordre de gouvernement ouvrier"

Bien que, dans le passé, la WSL n'ait pas pris de position claire sur le problème du vote pour les candidats du front populaire, elle exprimait alors sa capitulation devant la social-démocratie au travers de son sempiternel mot d'ordre de "Faites lutter les gauches" qui était l'alpha et l'oméga de la politique de Thornett vis-à-vis du Parti travailliste. Cette politique fut violemment attaquée dans le document des oppositionnels :

"L'unité actuelle de Heffer, Bonn, Foot, Healey et Callaghan dans la défense solidaire de la coalition révèle l'accord programmatique essentiel qu'il y a entre la droite et la 'gauche'. (...)

"(...) nous ne devons en aucune façon créer de fausse distinction entre ceux-ci et leurs compagnons droitières alors que les 'gauches' ne se distinguent nullement de la droite par leurs actes. (...) Faire des appuis exclusivement à la gauche, alors qu'elle est unie à la droite dans une opposition aux luttes menées par la classe ouvrière sur les deux questions importantes du contrôle des salaires et de la coalition, signifie que la WSL pense que les 'gauches' sont fondamentalement différents de l'aile droite. Exiger des 'gauches' qu'ils 'chassent' Healey, Callaghan et leurs consorts alors qu'ils n'ont pas rompu avec cette droite et qu'ils n'ont pas soutenu, même verbalement, les luttes pour les salaires, revient dans la pratique à renforcer les illusions à la fois dans les 'gauches' comme direction de rechange et dans le réformisme.

"Cette orientation actuelle du mouvement, qui se résume dans le mot d'ordre de 'Faites lutter les gauches', élève la tactique du front unique et du soutien critique à une orientation stratégique.

UNDER UTGIVNING!

För pånyttfödelsen av Fjärde Internationalen!

Dokument från den trotskistiska oppositionens kamp i KAF.

Spartacist Publ. Co.
c/o E. Davidson
Fack
102 60 Stockholm
Schweden

SPARTACIST STOCKHOLM
Sympatisörsgrupp till internationella
Spartacist tendensen

"La Ligue pose des exigences aux 'gauches' parce qu'elle a pour point de départ le désir de parvenir à l'unité avec la gauche contre la droite et cela partant du point de vue a-historique que la tâche est de faire passer la classe ouvrière à une nouvelle étape de transition réformatrice." (souligné dans l'original)

— *Ibid.*

Formation de la Fraction trotskyste

Aux alentours du stage de formation d'été de la WSL en 1977, certains nouveaux opposants commencèrent à réaliser que la fidélité au trotskysme exigeait un combat programmatique complet contre l'ouvriérisme de Thornett. Dans une lettre du 13 juillet 1977, Green écrivit à Holford :

"J'ai relu certains textes spartacistes ces derniers temps, y compris certains de leurs documents de base (déclaration des principes, intervention à la conférence du CI en 1966), leur lettre à l'OCI et leur lettre à la LCE (espagnole) ainsi que le document de fondation de la section française, la Ligue trotskyste de France. Ce qui m'a frappé, c'est la constance absolue avec laquelle ils se battent pour leurs positions depuis le début des années soixante et depuis la période qui a suivi leur fondation, ils ont pu véritablement croître à la fois aux États-Unis et au niveau international sur la base du centralisme démocratique.

"Politiquement, ils me semblent représenter le seul courant révolutionnaire existant. Ils ont compris d'une manière très complète les révisions du pablisme et les erreurs complémentaires du CI et ont analysé et combattu toutes les sortes de radicalisme petit-bourgeois en vogue depuis les années soixante (le féminisme, le gauchisme, le guérillisme); d'une manière complémentaire, ils se sont opposés à la capitulation des soi-disant trotskystes du SU (les deux ailes) au front populaire et à l'économisme général dont souffre la gauche depuis que la classe ouvrière commence à relever la tête ces dernières années. Cette indépendance politique et cette constance sont reflétées dans leur compréhension très précise et très consciente des tâches auxquelles sont confrontés de petits groupes de révolutionnaires dans les conditions actuelles, compréhension qu'ils résument dans leur formule de groupe propagandiste de combat. La valeur de leurs positions saute aux yeux à chaque fois que l'on pense aux problèmes auxquels la WSL se trouve véritablement confrontée (attitude syndicaliste, obscurcissement de la nécessité d'un parti révolutionnaire opposé au Parti travailliste, mauvais usage des ressources, négligence des groupes de gauche et absence d'une ligne politique consistante pour la base de l'organisation qui accomplit le travail, question de la démocratie interne et de la direction). J'en suis venu à la conclusion que leur façon de considérer la question du Parti travailliste a le mérite d'être en accord avec la situation réelle de la classe ouvrière et avec le fait que le Parti travailliste est en train de perdre rapidement son soutien à la base; leur conception du travail en direction du Parti travailliste est d'avoir pour but de le faire scissionner et de gagner les ouvriers avancés en s'attaquant aux tournants de la situation objective et aux manœuvres des réformistes, tout en insistant clairement devant la classe ouvrière sur la nécessité d'un parti trotskyste. Dans les syndicats, leur idée de fraction syndicale [caucus] semble fournir la possibilité d'une croissance véritable et d'un entraînement sérieux pour une nouvelle direction sans la liquidation et l'opportunisme que représente pour moi 'Campagne pour la démocratie...'. En ce qui concerne l'Irlande, ils se sont confrontés encore une fois aux problèmes que pose la forme particulière qu'y prend la question nationale (ce qui n'est d'ailleurs pas une position nouvelle et qui démontre leur capacité à s'attaquer à des questions théoriques importantes d'une façon concrète en relation avec la situation politique mondiale).

"J'ai vu X à Grunwicks lundi. Ils m'ont demandé si j'avais des questions à poser sur leur politique ou s'il

y avait des choses que je ne comprenais pas. Je me suis trouvé dans l'inconfortable position d'avoir à leur dire que je voyais très bien la logique de leurs positions. (...) C'est la seule formule que j'ai pu trouver pour éviter une discussion sur des points avec lesquels je suis de toute façon d'accord. Mais cela m'a fait comprendre que j'ai la responsabilité de regarder en face leur existence et mon accord fondamental avec eux. A partir de maintenant j'ai l'intention de lutter pour leur politique à l'intérieur de la WSL."

Pendant les deux mois durant lesquels on écrivait et ré-écrivait le document "La Coalition, 'Faites lutter les gauches' et le mot d'ordre de gouvernement ouvrier", les discussions à l'intérieur de ce qui avait été une aile gauche informelle dans la WSL commençaient à laisser apparaître des différenciations politiques. Quand le document écrit conjointement fut présenté, on pouvait déjà se rendre compte que les signataires étaient sur le point de scissionner. La majorité (représentée par Green, Holford, Quigley et Short) commençait à comprendre que, bien qu'il soit concevable qu'une grande partie des membres de la WSL et même une partie de la direction puissent être gagnés au programme révolutionnaire, cela ne pouvait se passer que si l'on se dressait contre la pratique et la tradition que la WSL avait héritées de Healy et qu'il fallait détruire.

Murray et Kellett par contre battirent en retraite et commencèrent à jouer le rôle misérable de couverture de gauche de la direction de la WSL; ils partageaient beaucoup des positions programmatiques de la Fraction trotskyste, mais les subordonnaient à leur désir de ne pas rompre avec Thornett. Cette différenciation politique est extrêmement importante, car elle brisa les liens personnels entre ces ex-camarades de l'IS et du RCG et établit sans ambiguïté la primauté du programme. Peu de temps après cette rupture avec le groupe Murray, la Fraction trotskyste produisit sa déclaration politique d'ensemble, "In Defence of the Revolutionary Programme".

INDORP apportait pour la première fois ce qui manquait depuis le début à la WSL: un programme et des perspectives trotskystes cohérentes. Ce document reprit beaucoup des questions avancées par la lettre de la TSI en juin 1976 (Cuba, l'histoire du CI, la politique syndicale, "Faites lutter les gauches") et les autres problèmes principaux auxquels une avant-garde révolutionnaire en Grande-Bretagne se trouve confrontée, en particulier la question irlandaise (voir plus loin). Il faisait aussi un bilan très critique du travail international incompetent et opportuniste de la WSL:

"Incapable de construire une tendance internationale démocratiquement centralisée et anti-révionniste sur la base d'une attitude programmatique claire envers les tâches élémentaires des révolutionnaires dans cette période et par rapport aux questions décisives de la lutte des classes sur le plan international (opposition au front populaire, défense des États ouvriers déformés, lutte politique contre le nationalisme et nécessité de recréer une Quatrième Internationale), la direction centrale a conduit la WSL dans un monde de blocs pourris, de caution, de diplomatie et d'intrigues — qu'elle fait passer pour une lutte pour 'reconstruire' la Quatrième Internationale."

Dans la WSL, le "travail international" est une activité surtout accessoire; certaines (au moins) de ses relations internationales ont été nouées sans directives du comité national par un camarade qui utilise ses vacances pour faire des contacts politiques à l'extérieur de notre petite île. La WSL devrait surtout se sentir gênée d'avoir pour "co-penseurs" internationaux la méprisable Socialist League (Democratically Socialist Party of Great Britain).

[SL(D-C)] américaine (caractérisée par INDORP de "minables moins que réformistes dans la tradition d'un certain Albert Weisbord contre Cannon et Trotsky") et la Ligue communiste internationale (LCI) pabliste de Grèce qui a entrepris l'an dernier des manoeuvres "unitaires" avec la section locale du SU.

Pourtant, la WSL ne se contente pas de ces minables et s'est mise tranquillement à l'affût du gros gibier du "mouvement trotskyste mondial". Thornett se dit qu'avec la réputation et l'histoire qu'il a, il peut bien espérer parvenir à un accord avec Mandel et Cie ou un autre "grand". Actuellement, la WSL entretient des relations avec d'éminents dirigeants de l'Organisation communiste internationaliste (OCI). (Le document de Thornett dans la discussion au sein du WRP contenait des parties rappelant énormément la conception du front unique stratégique de l'OCI.)

Bien que la liquidation totale dans le Parti travailliste que pratique le groupe de Blick-Jenkins (les partisans britanniques de l'OCI) n'attire pas du tout la WSL — car cela ferait disparaître l'équipe de supporters qui acclame le travail de Thornett à Cowley — la place leur revenant naturellement dans le milieu pseudo-trotskyste est fort probablement dans un conglomérat des ex-membres du CI qui se retrouverait dans le SU autour du SWP américain. Un article de *Socialist Press* (8 mars) sur les dernières élections françaises confirme que leurs appétits vont dans cette direction : on y retrouve la position de l'OCI de vote pour le PC et le PS (qui font partie de l'union de la gauche) non seulement au second tour, qui est décisif, mais aussi dès le premier tour.

Un des documents de la discussion de la pré-conférence soumis par la direction de la WSL avait la prétention d'offrir une orientation au "mouvement trotskyste mondial" : "The Poisoned Well" ("Le puits empoisonné" — *PDB* n°1, janvier 1978) avance en effet une thèse sur la dégénérescence de la Quatrième Internationale fortement marquée par la conception ouvriériste de la WSL. Mais, comme le faisait remarquer la FT, la clé en est que :

"L'axe du document 'Le puits empoisonné', malgré les amendements promis, est d'essayer de corriger ce que la direction considère être les faiblesses 'méthodologiques' du SWP américain réformiste jusqu'à la mort, afin qu'il soit mieux armé dans la lutte contre la Tendance majoritaire internationale (TMI) centriste du SU. Si on peut parvenir à un accord sur les thèses incontestées de la fin du document, on peut entamer les discussions de 'réunification' (sic). Le comité exécutif de la WSL est en train d'essayer l'organisation sur la voie de la liquidation dans le Secrétariat unifié." (souligné dans l'original)

— INDORP

À la conférence de février, la direction centrale de la WSL essaya de faire croire que les passages qui trahissaient le plus visiblement sa capitulation devant le SWP et le SU étaient des "lapsus"; ils proposèrent donc des amendements pour assainir leur document. Alan Holford de la Fraction trotskyste rétorqua que quatre pages serrées d'amendements, c'était tout de même beaucoup pour corriger des "lapsus". Au cours du débat, Lister, le rédacteur en chef de *Socialist Press*, déclara qu'il n'était pas en principe contre caractériser le SU de centriste, mais que le faire par écrit enlèverait toute chance d'être invité au congrès du SU et diminuerait considérablement les perspectives d'avenir de la WSL. Quel avenir en effet !

L'attitude de la WSL par rapport au Secrétariat unifié pabliste est parfaitement décrite dans une phrase de Lawrence Sterne citée par Alan Holford dans son rapport pour la minorité : "Faire la cour c'est avoir un certain nombre d'attentions silencieuses, suffisamment discrètes pour ne pas effrayer, mais pas vagues non plus au point de ne pas être comprises."

Irlande : ligne de classe contre républicanisme de gauche

L'une des conséquences de l'économisme de la direction de Thornett et de ses oeillères fixées sur Cowley est que pendant les trois premières années de son existence la WSL n'avait aucune position sur la question irlandaise — qui est pourtant d'une importance capitale pour une organisation qui prétend offrir une direction révolutionnaire aux ouvriers de Grande-Bretagne. Pour masquer ce trou assez gênant dans son programme, la direction nomma une commission irlandaise chargée d'élaborer une position pour la WSL. Au cours de la lutte politique dans la WSL, trois des quatre membres de cette commission furent gagnés à un programme de lutte de classe pour l'Irlande, ressemblant fort à la position, unique au monde, de la TSI. Elle fut présentée dans un document de la Fraction trotskyste, "Pas de capitulation devant le nationalisme : pour une perspective prolétarienne en Irlande !" (*PDB* n°13, février 1978).

En réaction à la position anti-sectariste de la tendance spartaciste, la WSL se jeta sur une sorte de position pseudo-socialiste et "républicaine" partagée par la plupart des groupes pseudo-trotskystes britanniques. Le document de la direction Thornett essaya de contourner le difficile problème posé par l'existence d'une po-



Barrage de l'IRA à Derry

Photo G. Peressa/Ragusa

pulation protestante distincte (représentant 60% de la population dans les petits comtés de l'Irlande du Nord et un quart de la population de l'ensemble de l'île) tout simplement en l'ignorant ; il avance donc le mot d'ordre d'"autodétermination pour le peuple irlandais dans son ensemble".

La Fraction trotskyste fit remarquer dans son document qu'un pareil mot d'ordre "est absurde, précisément parce qu'on ne peut en aucun cas parler du peuple [irlandais] dans son ensemble". Elle demanda aux nationalistes verts (par procuration) de la direction de la WSL de "considérer les implications d'un tel programme. Cela revient dans la pratique à réclamer l'unification forcée de toute l'île sous la bourgeoisie irlandaise sans tenir compte des désirs de la communauté protestante", ce qui "ne peut que provoquer un affrontement sanglant entre les deux communautés qui n'apporterait rien au prolétariat". Le document de la majorité confirma clairement le soutien de la WSL au principal courant du républicanisme petit-bourgeois irlandais :

"Nous ne réclamons pas à proprement parler une Irlande capitaliste unifiée. Mais il faut bien se rendre compte que, si dans le cours de la lutte c'est cette solution improbable qui se développe, elle représenterait un développement historiquement progressiste". (souligné dans l'original)

— "Outlines of a Programme for Ireland", PDB n°13

Le document de la FT rejetait le soutien ouvert apporté par la direction au nationalisme catholique irlandais et déclarait : "Nous sommes CONTRE L'UNIFICATION FORCÉE DE L'IRLANDE SOUS LA DOMINATION BOURGEOISE". Il avançait contre cette position le mot d'ordre algébrique de République ouvrière irlandaise d'une fédération socialiste des îles britanniques. La FT expliquait clairement que la lutte pour unifier les travailleurs protestants et catholiques par-dessus les frontières du sectarisme religieux doit partir d'une opposition inflexible à l'oppression continuelle de la minorité catholique en Irlande du Nord, ainsi que de la lutte pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes de l'impérialisme britannique en Irlande. Mais, ajoutait le document de la Fraction trotskyste :

"(...) le retrait des troupes, à moins qu'un prolétariat conscient dirigé par un parti révolutionnaire puisse intervenir, pourrait bien être l'occasion d'un massacre inter-communautaire considérable (comme cela s'est produit en Inde après l'indépendance) ; mais en tant que marxistes, nous devons rejeter a priori la thèse réformiste selon laquelle les troupes impérialistes pourraient servir de garantie fondamentale à la barbarie. La poursuite de l'occupation militaire de l'impérialisme britannique au Nord est encore plus défavorable à une perspective socialiste que le massacre qui pourrait se produire après son départ."

— "Pour une perspective prolétarienne en Irlande !"

Au cours du débat sur l'Irlande à la conférence, les partisans de Thornett défendirent l'un après l'autre le document de la majorité qui est un peu superficiel, mais clairement nationaliste catholique ; pourtant, ils éprouvaient toujours le besoin de commencer leurs interventions en admettant qu'ils ne savaient pas grand-chose sur l'Irlande. Par contre, la position de la FT, basée sur l'expérience considérable acquise par ses membres dans la lutte en Irlande, fut présentée par Paul Lannigan, ancien membre du comité national irlandais de la SLL de Healy de 1968 à 1970. Lannigan, qui avait lui-même recruté des shop stewards protestants à la SLL à Derry, s'opposa au nationalisme vert

"socialiste" de la direction qui dans la pratique coupe les révolutionnaires de toute possibilité de gagner des ouvriers protestants au programme socialiste anti-sectariste.

Travail de masse factice, menchévisme et bundisme en Turquie

À l'exception de ses liens assez lâches avec la LCI grecque et la SL(D-C) américaine, le seul travail de la WSL en dehors de la Grande-Bretagne se trouve en Turquie. Ayant gagné quelques membres turcs du WRP, la WSL recruta quelques autres militants turcs inexpérimentés et créa deux petits groupes locaux en Turquie. Son travail en Turquie fut un échec criminel à tous les points de vue : ce minuscule groupe de militants sans formation politique essaya de transposer le type de "travail de masse" que la WSL pratique dans l'ambiance libérale de l'Angleterre à la dure réalité sociale de la Turquie, où les militants ouvriers sont fréquemment attaqués ou même assassinés par la canaille fasciste.

La Fraction trotskyste recruta deux membres du groupe turc londonien de la WSL. Ils racontent ainsi l'expérience amère d'une grève (pour la reconnaissance d'un syndicat) que les partisans turcs de la WSL avaient lancée : "Nous n'étions absolument pas préparés à prendre la direction ne serait-ce que sur le plan syndical pour soutenir ces ouvriers qui avaient suivi notre conseil" ("Assez d'opportunisme, d'aventurisme, de bundisme : pour une perspective trotskyste en Turquie" PDB n°12, février 1978). Mais la direction de la WSL ne se démonta pas pour autant. Oui, admit le document de la majorité, "(...) la grève était isolée, fut brisée et tous les grévistes furent châtiés" mais "bien qu'on ait perdu la bataille, nos camarades se développèrent et nous gagnâmes de nouveaux contacts" (PDB n°6, février 1978) !

Ces deux militants, après avoir goûté à l'activisme économiste sans issue de la WSL, tombèrent fondamentalement d'accord avec la Fraction trotskyste qui insistait sur l'importance qu'ont pour la construction d'un parti révolutionnaire la clarification programmatique et la lutte pour recruter et former des cadres. Le document de la FT sur la Turquie attaque la position bundiste de la direction sur la question nationale à propos des Kurdes (minorité nationale aujourd'hui divisée entre la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'URSS). Selon la majorité de la WSL, les Kurdes devraient "d'abord parvenir à l'unité nationale", autrement dit établir un Kurdistan bourgeois ; les ouvriers kurdes qui vivent en Turquie doivent donc former un parti kurde séparé. Tout en reconnaissant le droit à l'autodétermination des Kurdes, le document de la FT attaque cette conception organisationnelle bundiste et cette stratégie menchévique étape.

Sur l'épineuse question de Chypre, la Fraction adopta aussi une position internationaliste claire :

"Jusqu'en 1974, la population turque de Chypre subissait l'oppression nationale de la population grecque ; depuis l'invasion de l'armée turque, ce sont les Grecs qui sont le plus opprimés. Du fait que les deux populations ont été complètement mêlées dans cette petite île, il est clair que la réalisation de l'"autodétermination" pour l'un des peuples ne peut se produire qu'aux dépens de l'autre et donc que l'"autodétermination" n'est pas applicable. Nous réclamons donc le retrait de toutes les troupes étrangères (qu'elles soient turques, grecques, des Nations-Unies, de l'OTAN ou d'ailleurs) et l'unité des travailleurs grecs et turcs de Chypre

afin qu'ils renversent le capitalisme et qu'ils établissent un État ouvrier sous la direction d'un parti trotskyste."

— "Assez d'opportunisme, d'aventurisme, de bundisme..."

Thornett « contre-attaque »

La direction Thornett s'efforça d'ignorer la TSI le plus longtemps possible. Après un an d'ajournements, Alan Westoby, le dilettante cultivé alors de passage dans la WSL, produisit finalement un projet de réponse à la lettre de la TSI de juin 1976. Le manque de sérieux de ce travail était si criant que le comité national de la WSL le rejeta en été 1977. Comme Westoby avait [entre temps] quitté l'organisation pour s'adonner à ses activités "théoriques", on confia à quelqu'un d'autre la tâche d'écrire une autre réponse. Ce projet-là fut refusé parce que trop indulgent envers la TSI. Finalement, ce furent des fidèles de la direction, comme John Lister et Tony Richardson, qui produisirent une réponse — avec un petit coup de main de leurs copains de la clique de Murray. Ce lamentable document fait remarquer laconiquement en introduction : "Dans l'élaboration de ce travail, nous nous sommes inspirés des notes fournies par les camarades Steve Murray et Julia Kellett, bien qu'aucun de ces deux camarades n'ait vu le document terminé."

(Ayant rejeté la critique politique que la Fraction trotskyste avait faite de la direction Thornett comme centriste de droite invétérée, le groupe de Murray sombra dans une lamentable déroute à la conférence nationale : certains de ses membres scindèrent leurs votes, l'un d'eux votant même pour un des documents de la FT. Suivant une chronologie qui n'est pas sans rappeler le misérable Tim Wohlforth, Murray ménagea la chèvre et le chou et fit un bloc sans principes avec Thornett ce qui ne lui gagna que le mépris politique de ses partenaires de fraction et, sans aucun doute aussi, des partisans de Thornett).

La "réponse" de Lister-Richardson-Murray est un disque rayé, bloqué sur le seul refrain que la TSI est "sectaire" parce qu'elle affirme qu'"un parti à un stade embryonnaire doit nécessairement se constituer sous la forme d'un 'groupe propagandiste de combat'" et que nous déclarons ouvertement que le caractère de notre travail syndical doit être "exemplaire" et rejete-

tons la conception ouvriériste d'une intervention dans chaque combat quotidien des masses. "Quel est le type de militants qu'une telle position va attirer ?" demande pompeusement le groupe Thornett. Et il répond : "Des phraseurs, des discutailleurs et ceux qui ont été démoralisés par la lutte pour la direction des organisations ouvrières (...)" (FDE n°5, février 1978). A un autre endroit, il s'indigne : "Votre refus de lutter pour recruter des ouvriers (...) signifie que votre rôle se réduit à celui de vautour politique se jetant sur les autres tendances de l'extrême-gauche".

Cette accusation absurde rappelant celle de Wohlforth qui, quand il manquait d'arguments, bafouillait que les spartacistes "détestaient les ouvriers", est de la malhonnêteté achevée venant de gens qui ne sont pas sans connaître *Workers Vanguard*. Mais au moins les supporters de Thornett expriment clairement ce qui les préoccupe : ils se plaignent de ce que les interventions du groupe spartaciste londonien dans les meetings publics de la WSL "semblent être déterminées à interrompre tout dialogue avec [les travailleurs qui assistent à ces meetings] pour les écarter de la WSL en transformant chaque meeting en débat au niveau le plus abstrait".

Mais quels sont donc ces sujets de débats si "abstrait" ? Ceux-mêmes qui furent les axes du combat de la Fraction trotskyste : la nécessité de rompre avec le travaillisme et avec les illusions dans les "gauches" du Parti travailliste ; la nécessité d'une stratégie prolétarienne en Irlande et celle de tracer une ligne de classe contre le front populaire. Cela est trop "abstrait" pour le groupe de Thornett parce qu'il cherche à recruter des travailleurs peu politisés à leur niveau de conscience actuel, c'est-à-dire le trade unionisme militant. Nous, par contre, nous cherchons à recruter des travailleurs qui méprisent la ligne menchevique d'"unité" de l'IMG ou le refus du SWP de défendre les acquis de la Révolution d'Octobre.

Les auteurs de la "réponse" de la direction à la TSI finissent par se laisser prendre eux-mêmes à leurs raisonnements auto-justificateurs sur la manière dont les spartacistes éprouveraient de la répulsion pour l'"action de milliers et de millions de travailleurs mobilisés dans des luttes concrètes pour ces revendications [du Programme de Transition I]". Nous attendons avec impatience de savoir comment la WSL parvient à

Le premier numéro vient de paraître ! Abonnez-vous !

SPARTACIST BRITAIN

- *The rebirth of British Trotskyism*
- *Tasks in Britain*
- *For a Trotskyist perspective in Turkey !*
- *In defence of the revolutionary programme*
- *Defend Cowley 9 !*
- *For a proletarian perspective in Ireland !*

Prix : 2F

Abonnement : 15F (12 numéros)

Le Bolchévik BP 421 09 75424 Paris cédex 09



mobiliser ces "milliers et millions de travailleurs" ne serait-ce qu'autour de son programme réformiste minimum pour les syndicats. Thornett a d'ailleurs admis à la conférence l'incapacité de la WSL à jouer un rôle un peu important dans la grève des pompiers parce que le SWP de Cliff, beaucoup plus important, occupait le terrain. Ce que la WSL n'a pas fait dans cette situation, c'est de polémiquer contre le SWP. Quant à l'implantation syndicale, la WSL n'a aucune fraction d'une quelconque importance en dehors de Cowley. La comparaison est avantageuse pour la SL/US qui soutient politiquement des groupes actifs combattant sur une ligne de classe dans les syndicats de dockers et de débardeurs, de métallurgistes, de marins, de travailleurs de l'automobile et du téléphone.

La seule question qui semble avoir suffisamment touché la direction centrale de la WSL pour l'amener à produire quelque chose qui ressemble à une réponse politique, c'est la question du vote pour les candidats d'un front populaire et la nature d'un gouvernement ouvrier. Le document de John Lister, "Ce que le Quatrième Congrès de l'IC a vraiment décidé" (*EDS* n°3, février 1978), n'est en fait qu'une tentative d'institutionnaliser la confusion semée par Zinoviev et Radek dans la discussion. Si la WSL veut vraiment dire qu'elle considère qu'un gouvernement du Parti travailliste reposant sur une majorité parlementaire est un "gouvernement ouvrier" — ce qui est une des cinq variantes de Zinoviev — libre à elle de le faire. Nous voudrions simplement lui rappeler en quelle compagnie elle voyage pour la circonstance ; un certain Pierre Frank, dans un article commémoratif sur le *Programme de Transition* (*International Socialist Review*, mai-juin 1967), félicitait le SU pabliste d'avoir "fait revivre et enrichi" le concept de gouvernement ouvrier pour lui donner un autre sens que celui de dictature du prolétariat. Quant à la tendance spartaciste, elle en reste au programme non "révisé" de la Quatrième Internationale de Trotsky, lequel déclare :

"La formule de 'gouvernement ouvrier et paysan' apparut, pour la première fois, en 1917, dans l'agitation des bolchéviks et fut définitivement admise après l'insurrection d'Octobre. Elle ne représentait dans ce cas qu'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat, déjà établie. (...)

"Quand l'Internationale communiste des épigones tenta de faire revivre la formule de 'dictature démocratique des ouvriers et des paysans', enterrée par l'histoire, elle donna à la formule de 'gouvernement ouvrier et paysan' un contenu complètement différent, purement 'démocratique', c'est-à-dire bourgeois, en l'opposant à la dictature du prolétariat. Les bolchéviks-léninistes rejetèrent résolument le mot d'ordre de 'gouvernement ouvrier et paysan' dans son interprétation démocratique-bourgeoise. (...)"

— *Programme de Transition*

Clinton, Hyde et White (trio qui fit son entrée dans la lutte politique au sein de la WSL en défendant une "échelle mobile des salaires" pour la police) firent une tentative un peu plus sérieuse de s'attaquer à la question. Leur document ("Stratégie et tactique : réponse à nos critiques petit-bourgeois", *EDS* n°10, février 1978) reproduit des pages de citations pour démontrer que, dans les années trente, Léon Trotsky ne prit pas de position explicite contre le vote en faveur des partis ouvriers dans un front populaire. Ce que ne veulent pas voir ces "théoriciens" scolastiques, c'est que Trotsky se trouva dans des situations en France et en Espagne qui étaient pré-révolutionnaires et où les tactiques parlementaires et électorales étaient tout à fait secondaires dans un contexte d'occupations mas-

sives d'usines et d'affrontements militaires directs avec les fascistes. En France, Trotsky appela de façon pressante et répétée à la formation de comités d'action (dans le contexte d'une vague de grèves) comme moyen d'amener les travailleurs à rompre avec le front populaire et de créer une scission dans les partis réformistes.

Mais nos pseudo-érudits n'ont pas dit un mot de cela, pas plus que du fait que la WSL ne présente pas d'axe programmatique pour lutter contre les partis réformistes et la coalition avec la bourgeoisie. Au contraire, elle prononce la rituelle condamnation de la coalition libéraux-travaillistes... mais promet de voter malgré tout pour le Parti travailliste. S'il est un cas de propagandisme stérile, c'est bien celui-ci. Les pablistes français étaient au moins cohérents en refusant de caractériser l'union de la gauche de front populaire ; s'ils l'avaient fait, disaient les mandéliens, "cela mènerait logiquement à l'abstention aux élections municipales [de 1977]" (cité dans *International*, été 1977).

La politique de la WSL, qui ne refuse de voter pour les candidats de la coalition que si sont présentées des listes communes libéraux-travaillistes, n'est qu'une conception purement juridique du bloc ; et implicitement ou explicitement, elle nie l'essentiel, à savoir que le front populaire est une formation politique *bourgeoise*. Le document des oppositionnels de gauche sur le mot d'ordre de gouvernement ouvrier répondait par avance à ce tour de passe-passe avec une citation de Trotsky :

"La question des questions aujourd'hui est celle du front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme une manœuvre tactique ou même technique pour pouvoir mener leurs petites affaires à l'ombre du front populaire. En réalité, le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne pour cette époque. Il offre le meilleur critère pour différencier le bolchévisme du menchévisme (...)." — *Writings*, 1935-36

Le fond du document de Clinton-Hyde-White est une attaque dans le plus pur style ouvrieriste : par exemple "Ils en appellent aux membres petit-bourgeois fatigués qui préfèrent le débat intellectuel à la lutte des classes (...)", etc. Ce qui rend furieux ces trois-là (qui, en passant, sont eux-mêmes des professeurs), c'est que la Fraction trotskyste rejette l'ouvrierisme culpabilisé qui passe pour de la politique dans la WSL. Ils s'essayent à la condescendance mais ne réussissent qu'à formuler leur propre philistinisme. En outre, quand en fin de compte ils en viennent à justifier leur mot d'ordre fourre-tout de "Faites lutter les gauches", leur glorification mystique du "train-train quotidien" livre la signification de ce mot d'ordre dans le langage de l'opportunisme sans fard :

"Tant que nous n'en serons pas au moment où une partie significative de la classe ouvrière se tournera vers l'alternative des dirigeants révolutionnaires, nous devons amener les travailleurs, par l'expérience, à essayer et à tester les alternatives existantes."

— "Stratégie et tactique (...)"

C'est précisément parce que les révolutionnaires partent des besoins objectifs du prolétariat plutôt que de sa conscience actuelle pour formuler leur programme que nous n'amons pas le prolétariat à l'expérience du réformisme. S'ils n'ont pas encore rompu avec leurs dirigeants traîtres staliniens ou sociaux-démocrates, nous devons bien sûr faire avec eux l'expérience de *démanteler* ces traîtres. Mais ce que veut la WSL c'est vraiment amener les travailleurs à

niques à une nouvelle expérience du réformisme — d'abord les Callaghan et les Healey, puis les Foot et les Benn et après...

Bilan et perspectives

En caractérisant la perte de 20% de ses membres actifs de "pas en avant" (*Socialist Press*, 22 février), la WSL confirme son intention de continuer sa politique de l'autruche. A la suite de la scission de la FI, elle a été réduite à un réseau national de supporters des activités d'Alan Thornett dans l'usine de Cowley (que la direction de la WSL appelle avec révérence "l'Usine"). Il ne fait aucun doute que la perte d'un nombre appréciable de jeunes camarades les a touchés tout autant que le départ d'une couche de cadres expérimentés ; et l'hémorragie de la WSL n'est pas terminée...

Pour la tendance spartaciste internationale, la fusion avec les camarades de la Fraction trotskyste accroît considérablement l'autorité de notre programme trotskyste en Grande-Bretagne et sur le plan international. Il y a aujourd'hui en Grande-Bretagne une organisation et seulement une qui lutte avec intransigeance contre le coalitionnisme, qui s'oppose à toutes les sortes de nationalisme et qui fait partie d'une tendance internationale démocratiquement centralisée : la Spartacist League.

Pour faire une réponse d'adieu aux ridicules critiques ouvriéristes de la WSL : nous n'avons pas l'intention de gêner Alan Thornett dans son dévouement sans limites à la défense des intérêts des ouvriers de Cowley tels qu'il les comprend. Sous la direction d'un parti trotskyste discipliné, des dirigeants de masse comme lui peuvent jouer un rôle important dans la préparation de la classe ouvrière à la lutte révolutionnaire. Mais un tel parti sera loin de se limiter à un appareil de soutien à un groupe de militants syndicaux (l'exemple le plus dégénéré en étant la "section" ceylanaise du SU qui n'est que l'extension d'un syndicat de cols blancs conservateurs dirigés par le corrompu Bala Tampoe). Il doit être un parti dont le programme marxiste est formulé et vérifié au cours du genre de lutte politique que la WSL a systématiquement évité que ce soit dans les usines, dans les manifestations de masse, dans les meetings publics ou dans le parti lui-même.

Oui, la conférence de la WSL était un pas en avant — pour le trotskysme et pour la tendance spartaciste internationale. Elle porta cependant un coup sérieux aux prétentions des ouvriéristes localistes des South Midlands de la petite Angleterre.

Traduit de Spartacist Britain n° 1

Front populaire...

suite de la page 4

des directions. Ces incertitudes et oscillations ont eu pour effet d'affaiblir les résultats."

— La lettre d'Informations ouvrières n°22

Certains cadres se souviendront sans doute du bilan fait par la direction de l'OCI sur son rôle dans les élections présidentielles de 1974. A l'époque, l'OCI avait renoncé à présenter un candidat contre le front populaire et avait soutenu le candidat de l'union de la gauche, François Mitterrand, dès le premier tour. Comme nous l'écrivions à l'époque, l'OCI "expliqua" cette capitulation devant le front populaire avec des arguments sociaux-démocrates classiques sur la nécessité de battre d'abord la droite. ("Pas seulement une bêtise, mais un crime", *Spartacist* édition française n°5, 3 mai 1974).

L'"autocritique" que le comité central fit après les élections de 1974, loin d'être un véritable changement de sa politique, confirma la conception étapiste de l'OCI et fit simplement retomber sur les cadres moyens la responsabilité des conséquences de sa ligne révisionniste :

"Dans la direction de l'OCI il y a des oscillations. Ces oscillations qui traduisent la pression des appareils bourgeois se sont exprimées avec la plus grande force. Dans le leader intitulé 'Notre position' de IO (652, 10/4/74) qui suit la mort de Pompidou, nous lisons :

'[...] Mais dans la situation actuelle, l'élection de Mitterrand est une étape nécessaire sur la voie de la lutte contre le capitalisme et l'état bourgeois.'

"Dans le projet de leader il était écrit 'l'élection de Mitterrand est une étape 'inévitabile''. Ainsi au qualificatif 'inévitabile' a été substitué celui de 'nécessaire'. Il ne s'agit évidemment pas d'une faute de frappe, et cela a été admis [?]. Il s'agit du Front Populaire que nous ne considérons en aucun cas comme 'nécessaire'."

— bulletin interne, 13 octobre 1975

"Nécessaire" ou "inévitabile", il n'en demeure pas moins que — comme nous le faisons remarquer depuis

1974 — le front populaire est pour l'OCI une "étape" sur la voie de la révolution socialiste et il faut donc, selon elle, lui accorder un soutien électoral.

Ouvriérisme et crétinisme parlementaire

La campagne de Lutte Ouvrière (LO), avec son nombre incroyable de candidats (471) et ses mots d'ordre sans contenu de classe, ne fut qu'une cynique parodie de campagne électorale de parti réformiste de masse. Les candidats de LO n'ont peut-être recueilli que 1,7% des voix, mais sous tous les autres aspects ils ont singé leurs grands frères réformistes dans cette campagne de porte à porte pour vanter les avantages d'avoir un député LO à l'Assemblée nationale. En temps habituel, les militants de LO défendent la position ouvriériste que l'orientation en direction de la classe ouvrière est l'élément déterminant du programme révolutionnaire. Mais dans ces élections, ils se sont lancés dans une campagne frénétique qui ne prétendait nullement avoir d'orientation ouvrière mais qui, au contraire, s'adressait aux "petites gens" comme aux "femmes de la bourgeoisie ayant une conscience conséquente de leur féminisme" (*Lutte Ouvrière* n°493).

Mais ces capitulations opportunistes sont le fruit de la "méthode" de LO qui consiste à s'adapter au niveau de conscience le plus arriéré des ouvriers pour gagner de l'influence dans la classe ouvrière. Dans ces élections, LO a réaffirmé sa position de vote (comme pour les élections partielles de novembre 1976) pour tous les candidats du front populaire, y compris les radicaux de gauche bourgeois. Il ne faut pas oublier que cela représentait un changement important de la part de LO qui avait déclaré en 1973 qu'elle était certes prête à voter pour le PCF et le PS, "Mais en aucun cas nous n'appellerons à voter Union de la Gauche, solution politique de rechange pour la bourgeoisie." (*Lutte de Classe* n°7, février 1973).

Front populaire...

suite de la page 19

LO lança sa campagne électorale avec une envolée polémique contre la LCR et refusa de participer à son bloc électorale (contrairement aux municipales de 1977) parce que le but de celui-ci était d'organiser une mobilisation de soutien à un gouvernement "de gauche". Mais dès que LO put mener sa propre campagne, elle abandonna son verbiage combatif et annonça cyniquement qu'un gouvernement de front populaire pouvait compter sur son soutien (avec des critiques tout de même!) : "(...) [Les députés de Lutte Ouvrière] ne soutiendront le gouvernement de gauche que dans la mesure où il tiendra les promesses que le PC et le PS font aux travailleurs (...)" ("Voter Lutte Ouvrière c'est voter à gauche", tract d'appel au meeting du 24 février).

En se prosternant devant le front populaire, LO reprend pratiquement mot pour mot la position capitulaire de Staline et de Kamenev en mars 1917 quand ils promirent leur soutien au gouvernement auquel participait Kerensky "dans la mesure où celui-ci combat la réaction et la contre-révolution" (Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*). Et pourtant le rêve de la direction de LO de participer aux petites affaires du Parlement n'a jamais eu aucune chance de devenir réalité : décidément ces camarades sont prêts à trahir pour bien peu!

Maintenant que l'excitation des élections est terminée et que les centristes pansent les blessures qu'ils se sont eux-mêmes infligées, des militants sérieux chercheraient à reconsidérer la politique opportuniste de suivisme par rapport aux bureaucrates réformistes. Mais de la part des directions centristes, tout ce qu'on peut attendre c'est la même chose que d'habitude : quand les luttes reprendront dans les usines, ils adapteront leur programme aux nouvelles conditions et offriront leurs services à une "nouvelle" union de la gauche.

La LTF au contraire continuera sa lutte intransigeante contre le front populaire quelle que soit sa forme. Comme nous le déclarons dans un tract distribué à la veille des élections :

"Dans leur culte de la 'réalité actuelle', les centristes de l'extrême-gauche sont incapables d'imaginer que la force du programme révolutionnaire puisse vraiment faire éclater les partis réformistes. Les pseudo-trotskyistes de la LCR et de l'OCI, sur les talons du front populaire depuis 1972, ont voulu consacrer leur grand virage à droite par une campagne spectaculaire et hystérique pour l'unité du PCF et du PS avant les élections (...).
(...)

"Aujourd'hui, c'est la LTF qui a repris les impératifs révolutionnaires de Trotsky ; son programme contraste avec toutes les variantes d'adaptation centriste au front populaire et procurera à la classe ouvrière le moyen de rompre avec ses dirigeants traîtres. C'est la LTF qui construit le parti révolutionnaire qui sera la section française d'une Quatrième Internationale reforcée!" ■

Kommunistische Korrespondenz

journal de la TROTZKISTISCHE LIGA DEUTSCHLANDS

6000 Frankfurt/Main 1
Postfach 1 67 47

Mineurs...

suite de la page 24

aptes à faire avaler aux mineurs un contrat dont chacun savait qu'il provenait tout droit de ses bureaux.

La grève des mineurs était un exemple vivant de ce que Trotsky appelait la crise de la direction prolétarienne. Les mineurs à la base ont fait preuve d'une immense combativité en organisant la fermeture de mines "jaunes" et en cherchant à rallier d'autres syndicats en envoyant des piquets mobiles aux chemins de fer, aux cokeries et aux centrales électriques qui utilisaient le charbon extrait par les "jaunes". En février, contre les mineurs qui renversaient le charbon "jaune" sur les routes et incendiaient des bateaux transportant du charbon, le gouverneur de l'Indiana envoya 400 hommes des unités de la police spéciale et de la garde nationale pour protéger les convois de charbon. Mais alors que deux grévistes furent tués et des centaines arrêtés, les bureaucrates refusèrent tous d'organiser la défense de la grève et se soumièrent à la loi Taft-Hartley qui enjoit aux grévistes de reprendre le travail pour une période de 80 jours.

Cette grève aura été une question test pour les révolutionnaires : être du côté des mineurs, lutter pour la victoire de leur grève, c'était nécessairement lutter contre leurs directions bureaucratiques. La Spartacist League/US (SL/US) appela les mineurs à élire des comités de grève régionaux pour prendre la direction de la grève, organiser et étendre les piquets. Nous avons insisté sur le fait que ces comités devraient exiger un congrès extraordinaire pour élire un nouveau conseil de négociation, directement responsable devant la base, afin de remplacer le conseil des bureaucrates et mener la grève à la victoire.

C'est pourtant dans l'autre camp, celui de Carter et de Miller, qu'on a retrouvé le Socialist Workers Party (SWP) américain. Cette grève aura enfin donné au SWP réformiste l'occasion de prouver que dans l'adversité il n'abandonnerait pas les bureaucrates et qu'il continuait à bien les couvrir même quand ils avaient perdu jusqu'à leur dernier reste de crédibilité.

Le SWP avait été l'un des éléments les plus enthousiastes de la campagne de Miller en 1972 — comme de celle de Sadlowski dans la métallurgie (voir *Le Bolchévick* n°6, mai 1977). Il avait d'ailleurs reçu pour cette dernière campagne le soutien de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) ; pour cette organisation, des appels abstraits à l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat bourgeois ne sont pas une raison pour lutter dans les syndicats contre le front populaire, ni pour s'opposer aux bureaucrates américains qui, tout en se donnant des airs "gauche", sont étroitement liés au Parti démocrate. L'OCI a récemment trouvé l'occasion de le démontrer une nouvelle fois en publiant une interview admirative de Sadlowski ; au cours de ce tête-à-tête, elle demanda à ce bonze syndical ce qu'il pensait des "gauchistes" qui refusent le recours aux tribunaux contre le syndicat (*Informations Ouvrières* n°831, 21 décembre 1977-4 janvier 1978).

Mais ce sont les trotskystes de la SL/US et de la tendance spartaciste internationale (TSI) qui ont été pratiquement les seuls à s'opposer à ce que l'ennemi de classe soit invité à intervenir dans les syndicats pour "protéger" les droits des ouvriers. Comme nous l'écrivions lorsque Miller a accédé à la présidence du syndicat des mineurs :

"Le seul journal qui a dit la vérité sur la grève des mineurs"



Workers Vanguard, l'hebdomadaire révolutionnaire de la Spartacist League/US, a publié des reportages directs de la grève depuis les mines de Virginie de l'Ouest, de Pennsylvanie et de l'Illinois, mettant en évidence la lutte unitaire et combative des mineurs contre les jaunes ("On ne passe jamais un piquet de grève!") et les attaques de l'Etat. *Workers Vanguard* était pratiquement le seul à parler des instruments puissants que représentaient les piquets de grève mobiles pour étendre la grève, de la défense inébranlable des piquets et de la détermination des mineurs à lutter contre l'intervention directe de l'Etat — et aussi contre leur propre direction traître.

"C'est le seul journal qui a dit la vérité sur la grève": comme le déclarait un mineur, exprimant ainsi le sentiment de nombreux mineurs qui ont acheté *Workers Vanguard* et s'y sont abonnés. Lisez les reportages et les analyses marxistes de la grève de mineurs dans *Workers Vanguard*.

Abonnez-vous!

SPECIAL: les 6 numéros de WORKERS VANGUARD couvrant la grève 10F

Abonnements: 60 F les 24 numéros correspondance: Le Bolchévik - B.P. 42109 - 75424 Paris cédex 09

"Pour des communistes, dont le but fondamental dans le mouvement ouvrier est de transformer les syndicats en arme de la volonté révolutionnaire du prolétariat, aucune réforme ne peut renforcer le pouvoir de la classe ouvrière si on l'obtient en plaçant les syndicats sous la tutelle de l'Etat capitaliste, détruisant ainsi la première précondition pour leur mobilisation dans la lutte pour le renversement de cet Etat."

— *Workers Vanguard* n°17, mars 1973

Mais le SWP a montré durant cette grève que, tout en n'ayant pas de base ouvrière réelle, son rêve de devenir un parti social-démocrate de masse l'amène à ne reculer devant rien pour défendre les agents bureaucratiques de la bourgeoisie. Le SWP a utilisé toutes ses forces à organiser des tribunes pour les bureaucrates traîtres afin de faire du battage autour de leur "solidarité" bidon avec les mineurs, alors que, dans le même temps, il s'opposait à tout soutien réel au-delà de collectes de boîtes de conserves.

Pas une fois, le SWP n'a appelé à rejeter les propositions scandaleuses des bureaucrates. Lors des parutions successives de projets de contrat qui provoquaient des vagues de colère dans les mines, le *Militant* titrait "La grève n'est pas terminée tant que les mineurs n'ont pas voté", puis "Les mineurs discutent du contrat" (*Militant* n°5, 17 février et n°9, 10 mars). Dans ses articles, simples reportages sur la grève, on chercherait en vain une mention du puissant instrument de lutte qu'ont été les piquets de grève mobiles (après tout, ils n'avaient pas la bénédiction de Miller et Cie!). Et si le *Militant* a cité des ouvriers qui déclaraient être déterminés à résister au gouvernement, pas une fois les légalistes du SWP n'ont appelé eux-mêmes à la résistance contre la loi Taft-Hartley!

Au moment de cette dernière trahison de Miller, couronnant un long palmarès d'actions aussi "démocratiques" que le brisage répété de grèves sauvages, le SWP n'a pas hésité à rappeler les "acquis démocratiques" de la campagne de 72 — suivi en cela, une fois de plus, par ses amis français de l'OCI. Si le *Militant*

a occasionnellement mentionné la nécessité d'un parti ouvrier, ce n'était que pour mieux esquiver la question cruciale qui se posait: celle de la rupture avec les bureaucrates et d'une nouvelle direction s'engageant à défendre les revendications des mineurs contre le patronat et le gouvernement.

Les trotskystes de la SL/US combinaient leurs appels à la constitution de comités de grève à une campagne active de soutien aux mineurs. *Workers Vanguard* a fait connaître la lutte de fractions syndicales, ayant depuis de longues années l'appui politique de la SL/US et qui, pendant la grève, se sont battues dans le syndicat de la sidérurgie et dans celui des marins pour une grève de solidarité avec les mineurs et pour le boycott du transport et de l'utilisation du charbon extrait par les "jaunes". Des résolutions en faveur d'une grève contre l'application de la loi Taft-Hartley furent passées dans le syndicat de l'automobile (UAW) à Chicago, ainsi que dans le syndicat des transports en commun (Amalgamated Transit) et dans celui des dockers (ILWU) à San Francisco.

Mais pour le "respectable" SWP, qui s'est plu à attaquer la SL/US sous le titre de "Comment ne pas soutenir la grève" (*Militant*, 3 mars), demander des grèves de solidarité et le boycott du transport et de l'utilisation du charbon est "ultra-gauche" (que dire, alors, des 160.000 mineurs qui se sont battus pour cela pendant trois mois?). A la place, le SWP organisait des "coalitions de soutien" comme celle de Los Angeles qui réclamait des résolutions syndicales "appelant le président Carter et nos représentants élus à faire pression sur les corporations du BCOA [l'organisation patronale des mines] afin qu'elles accèdent aux justes revendications des mineurs pour leurs droits humains".

C'est en effet dans les syndicats que le SWP a choisi de prouver ses aptitudes à briser les grèves par des actions rejoignant de façon frappante celles des staliniens. Au moment où la classe ouvrière tout entière

Concorde: laissez-le atterrir!

L'article suivant a été traduit de Workers Vanguard n° 178 du 21 octobre 1977.

Après une interdiction de 18 mois et près de 2 ans de batailles juridiques, l'avion supersonique franco-britannique Concorde va peut-être enfin pouvoir atterrir à l'aéroport Kennedy (de New-York) le 19 octobre (1977). Maintenant que la Cour suprême a refusé lundi dernier de considérer l'appel, la dernière barrière juridique à l'atterrissage du Concorde a disparu, et Air France et British Airways ont annoncé que les vols d'essai vont immédiatement commencer à l'aéroport Kennedy et qu'ils seront suivis de vols commerciaux réguliers à partir du 22 novembre.

Comme on pouvait s'y attendre, la nouvelle a rendu furieux les petits propriétaires habitant Queens (banlieue de New-York au voisinage de l'aéroport Kennedy) qui ont immédiatement commencé à préparer

par la Spartacist League/US

une manifestation massive de protestation en bloquant avec leurs voitures la circulation sur les routes menant à l'aéroport. Un des porte-paroles du groupe anti-Concorde, Concord Alert, a menacé de "faire ressembler l'aéroport Kennedy à la Nouvelle-Orléans le jour du carnaval". Bien que ce groupe, de même que l'Emergency Coalition to Stop the SST (Coalition d'urgence pour arrêter le supersonique), prétende que la protestation ne gênera pas les avions, le député de l'Assemblée de l'Etat de New-York, Gerdi Lischutz, a déclaré au *New York Post* le 18 octobre que certains de ses administrés pourraient bien faire voler des cerfs-volants près de l'aéroport pour gêner le trafic aérien! Cette incroyable menace qui met en danger la vie de centaines de passagers montre bien jusqu'où ces petit-bourgeois enragés peuvent aller pour protéger la valeur de leur propriété.

Depuis le début, la question du Concorde est directement politique, plutôt qu'une question d'environnement et de bruit. La voie pour l'autoriser finalement à atterrir s'est ouverte après la visite du premier ministre français Raymond Barre à la Maison Blanche le 15 septembre, quand l'administration Carter a annoncé qu'elle était en faveur de la suppression de l'interdiction. Quelque temps après, le secrétaire d'Etat aux transports, Brock Adams, a communiqué la proposition du gouvernement d'accorder au supersonique le droit d'atterrir dans treize villes américaines dont la très importante ville de New-York. (Le Concorde ne sera pas rentable s'il n'a pas accès aux trajets très fréquentés de New-York-Paris et de New-York-Londres).

Un peu plus tôt, vers la mi-août, le juge du district fédéral, Milton Pollack, avait rendu la décision que l'interdiction du Concorde par le Port Authority de New-York-New Jersey (chargé de la gestion des aéroports de New-York) était "discriminatoire, arbitraire et non raisonnable". Il avait déclaré que le prétexte donné par le Port Authority était que ce dernier devait établir des limites de bruits à ne pas dépasser pour les avions supersoniques, mais "il ne l'a pas fait". Le 29 septembre, la Cour d'Appel des Etats-Unis a confirmé le jugement rendu par Pollack, faisant re-

marquer qu'après 16 mois d'essais à l'aéroport de Dulles (près de Washington, D.C.), les vibrations du Concorde se sont montrées "même moins importantes qu'on ne s'y attendait à l'origine".

Le refus de la Cour suprême de reconsidérer la décision de la Cour d'Appel a rendu fou furieux ceux qui s'opposaient au Concorde. Le gouverneur de l'Etat de New-York, Carey, a essayé pendant quelque temps d'invoquer les "droits des Etats" (à s'opposer au gouvernement national), mais s'est prononcé le lendemain pour une "décision de loi". Le Port Authority a tenté d'utiliser une des clauses du règlement stipulant que les autorités locales peuvent réimposer l'interdiction si elles sont capables de faire état d'une limitation du bruit qui ne s'appliquerait pas uniquement au Concorde mais également à d'autres appareils commerciaux. Mais ce serait difficile, étant donné que pratiquement les trois quarts des avions commerciaux dépassent les normes de bruit existantes!

La mise en cause d'avions "commerciaux" met le doigt sur l'énorme hypocrisie de tout ce tohu-bohu sur la pollution par le bruit, car il y a littéralement des milliers d'avions militaires supersoniques qui sillonnent le ciel des Etats-Unis depuis plus de deux décennies et jamais aucun groupe d'écologistes ne s'est opposé à *ceux-là*. De plus, comme nous l'avons fait remarquer dans un article antérieur ("You Can't Land the 'A' Train at JFK", *Workers Vanguard* n° 147, 4 mars 1977) — et comme l'a repris le *Post* de Murdoch un peu plus tard — les avions supersoniques ne causent que des ennuis momentanés aux habitants petit-bourgeois de Queens alors que, de une à deux heures par jour sinon plus, des millions de travailleurs new-yorkais doivent supporter des niveaux de bruit beaucoup plus pénibles dans l'inférieur métro de New-York.

Nous avons aussi fait remarquer que :

"D'ailleurs, le Concorde n'est même pas nécessairement l'avion commercial le plus bruyant dans les airs — à Dulles comme à Heathrow Airport à Londres, on a enregistré des bruits d'atterrissage de Boeing 707 plus élevés que ceux du Concorde franco-britannique. Ce qui dérange la bourgeoisie américaine n'est manifestement pas la pollution par le bruit mais le fait que les fabricants américains n'ont pas encore produit d'avion qui puisse concurrencer le Concorde."

Le fait que ceux qui s'opposent au Concorde se préoccupent plus de nationalisme économique que de bruit a été de nouveau prouvé par un discours du maire de New-York, Beame, qui se prononçait en faveur de l'extension de l'interdiction. D'après Beame, "Le Concorde représente ainsi en fait un grand pas en arrière dans le développement de l'aviation, étant donné qu'il est introduit au moment même où les fabricants d'avions américains produisent des avions plus calmes et plus propres" (*New York Times*, 29 juin 1977).

Malgré une rhétorique aussi clairement chauvine, presque toute la gauche américaine s'est rangée du côté des forces anti-Concorde. A la tête de tout ce troupeau, l'ex-trotskyiste Socialist Workers Party (SWP) qui utilise la rubrique de son hebdomadaire *Intercontinental Press* "Capitalism Fouls Things Up" afin de faire de la publicité pour les dernières activités de l'Emergency Coalition. Dans sa hâte à coller à tous les "mouvements de masse" qui bourgeonnent ici et là, le SWP cherche à se faire passer pour un

pour le "meilleur constructeur" du mouvement écologiste. Mais alors que les précédents engouements du SWP — le mouvement anti-guerre et le mouvement féministe — compronaien de puissants courants anti-communistes et des politiciens capitalistes, ce mouvement populiste tend carrément à servir des causes ouvertement droitières.

Le mouvement écologiste, qui attire des petits propriétaires, des prêtres et autres gens du même genre et auquel la rhétorique conservatrice de Carter a redonné des forces nouvelles, a pour cible la société industrielle moderne. Le SWP a déjà pu apprécier les éléments réactionnaires de ce mouvement quand il a été victime d'une chasse aux sorcières acharnée dans la campagne anti-nucléaire de la Clamshell Alliance. Mais en s'engageant dans l'Emergency Coalition to Stop the SST, il s'est lancé dans quelque chose de bien plus sinistre ; dans un pays intensément raciste, en train de glisser sur la droite, il ne faut pas s'étonner si bon nombre de membres de l'Emergency Coalition, dont la base est constituée par les petits propriétaires de Queens, sont aussi membres du groupe local de ROAR, l'organisation qui a été à la tête des mobilisations réactionnaires contre le busing à Boston et qui s'est depuis étendue à d'autres villes de la côte Est [voir *Spartacist* n°8, édition française].

Quand il s'est déclaré en faveur des droits d'atterrissage pour le Concorde, le secrétaire d'Etat aux transports, Adams, a admis que le gouvernement avait largement pris en considération les élections françaises. On estime qu'Air France perd 4 millions de dollars par mois en ne pouvant pas atterrir à l'aéroport de New-York et les Etats-Unis voudraient protéger le gouvernement Giscard-Barre de la menace d'une progression électorale de l'union de la gauche dans une situation d'anti-américanisme encouragée par l'interdiction du Concorde.

Ces derniers mois le Parti communiste français (PCF) a lancé une campagne protectionniste endiablée en faveur de l'atterrissage du Concorde à New-York. Le PCF a couvert les murs de Paris d'affiches "Concorde à New-York" et, pour dramatiser encore plus la question, une cinquantaine de militants du PCF de l'Aérospatiale (la compagnie française qui fabrique le Concorde avec la Grande-Bretagne) ont occupé le 21 juillet 1977 un plateau de télévision pour faire lire leur manifeste sur le Concorde par les présentateurs. Le communiqué disait entre autres :

"L'atterrissage du Concorde à New-York n'est pas une question de bruit ou de pollution puisque les inconvénients sont équivalents à ceux des Boeing américains. Au lieu de parler d'indépendance nationale, un gouvernement qui se soucie des intérêts de notre peuple agirait. Ce qui est en jeu c'est le sacrifice du secteur le plus développé de l'industrie française sur l'autel du profit américain."

Cela fait partie de la stratégie électorale du PCF qui veut prouver qu'il est le meilleur défenseur du capitalisme français. Depuis la résistance pendant la deuxième guerre mondiale, où la plus grande partie de la bourgeoisie française a collaboré avec le gouvernement de Vichy et les occupants nazis, les staliens jouent les meilleurs défenseurs de la "patrie" bourgeoise, souvent conjointement avec les gaullistes. La tentative d'attirer les gaullistes de "gauche" pour qu'ils constituent la quatrième composante du front populaire est d'ailleurs liée à cette propagande pro-Concorde du PCF.

La position de la tendance spartaciste internationale, qui est aussi celle du Manifeste communiste, est que "les ouvriers n'ont pas de patrie" de ce côté-ci de la dictature du prolétariat. Nous sommes le seul groupe de gauche aux Etats-Unis à avoir critiqué le tapage chauvin fait autour du Concorde et à avoir demandé qu'il soit autorisé à atterrir. Cela n'a fait qu'augmenter le poids de la critique du social-patriotisme et du chauvinisme économique du PCF que fait notre section sympathisante française, la Ligue trotskyste de France. Aucun autre groupe en France ne peut prétendre le faire, y compris le PCF. (Le Parti communiste américain, lui, a observé un profond silence sur le Concorde). En plus de notre lutte contre le nationalisme insidieux qui empoisonne les relations entre les composantes nationales de la classe ouvrière internationale, nous sommes en faveur du développement des avions supersoniques en tant que progrès technologique important. Les marxistes ne sont pas des luddistes [ouvriers qui détruisaient les machines], et même si le Concorde profite principalement aux hommes d'affaires et aux riches, il a aussi des retombées pour ce que l'extrême-droite appelle calomnieusement "la conspiration communiste internationale". Dans les livres d'histoire de l'avenir, il sera certainement noté que les jets ont joué un rôle vital dans la renaissance de la Quatrième Internationale ainsi que ces deux autres progrès technologiques merveilleux : le téléphone intercontinental et la photocopie. ■

Mineurs...

suite de la page 21

suivait de près la grève des mineurs, le bureau exécutif du syndicat des dockers (ILWU) a voté une résolution appelant à une grève de soutien de 24 heures contre l'application de la loi Taft-Hartley contre les mineurs. Lorsqu'une motion pour mettre cette résolution en pratique fut proposée à un meeting syndical à San Francisco, le SWP s'allia aux staliens et à l'aile la plus réactionnaire de la bureaucratie pour s'y opposer, la qualifiant de "prématurée", d'"ultra-gauche" et d'"aventuriste". Il faut se rendre compte à quel point une telle grève serait exceptionnelle aux Etats-Unis aujourd'hui pour comprendre qu'une telle action aurait pu être décisive pour déclencher une vague d'actions de solidarité de la part de la classe ouvrière. Mais tandis que les staliens préféraient s'abstenir plutôt

que voter contre cette motion, le SWP n'eut aucun scrupule à voter contre cet appel d'un syndicat national!

Comme les reportages en provenance directe des mines parus dans *Workers Vanguard* l'ont mis en évidence, les mineurs ont mené cette grève avec une combativité exemplaire et ne se sont vus refuser la victoire qu'à cause de la trahison de leurs propres dirigeants. L'intervention directe de l'Etat pour défendre le patronat des mines a pourtant souligné une fois de plus que les luttes de classes décisives ne peuvent être gagnées en en restant au niveau du syndicalisme, aussi militant soit-il. Les travailleurs des Etats-Unis doivent rompre avec les partis bourgeois républicain et démocrate et former un parti ouvrier — non pas un parti ouvrier réformiste contrôlé par une version plus habile des traîtres qui ont porté ce coup aux mineurs — mais un parti révolutionnaire déterminé à lutter pour un gouvernement ouvrier! ■

Le SWP à l'aide de Carter/Miller

Les mineurs américains trahis par leurs directions

Après trois mois de la lutte de classe la plus acharnée des États-Unis depuis une trentaine d'années, la grève des mineurs américains s'est terminée fin mars sans qu'ils aient pu obtenir satisfaction sur les points essentiels de leurs revendications. Les grévistes, qui ont tenu bon au plus dur de l'hiver, n'ont cédé ni devant la loi anti-grève Taft-Hartley, ni devant les menaces du gouvernement de réquisitionner les mines ou d'y envoyer l'armée; mais ils ont été trahis par leurs propres dirigeants. Sur des questions clés comme les soins médicaux et les retraites, le contrat représente un recul pour les mineurs par rapport au contrat pourri précédent qui avait suscité trois ans de grèves sauvages. Par leur combativité, les mineurs ont pu empêcher le patronat d'atteindre son objectif principal: incorporer dans le contrat des clauses donnant aux patrons le pouvoir de licencier ou de sanctionner les grévistes et les dirigeants des grèves; mais comme les commissions d'arbitrage et les jugements des tribunaux leur donnent ce pouvoir, les mineurs n'ont en fait toujours pas obtenu le droit de grève qui, dans cette industrie dangereuse, est d'une importance particulièrement vitale.

Les patrons des mines cherchaient avant tout à assurer la "productivité" en brisant la combativité et les traditions de puissante solidarité de classe des mineurs. Ceux qui ont vu le film "Harlan County" connaissent la tradition des mineurs d'opposer des grèves sauvages aux conditions de sécurité déplorables et aux attaques patronales et surtout leur défense inébranlable du mot d'ordre: "Un piquet de grève, ça veut dire: on ne passe pas". Grâce à ce principe, un seul piquet suffit souvent à fermer une mine entière. C'est justement parce que la défense des piquets par les mineurs est une arme puissante qui fait qu'une grève arrête la production que le patronat a concentré ses

attaques dans le but de miner cette tradition de lutte de classe.

Au cours de cette grève, Arnold Miller, le dirigeant "démocratique" du syndicat des mineurs, dont la réputation de briseur de grève n'était déjà plus à faire, a achevé de se discréditer totalement. En se déclarant en faveur des sanctions contre les grèves sauvages et du licenciement de ceux qui participeraient aux piquets, comme le demandaient les compagnies minières, Miller s'est fait ouvertement l'agent de la destruction de la force du syndicat. Ce n'est qu'après avoir signé trois contrats et être allé jusqu'à retenir les 4,5 millions de dollars envoyés en soutien à la grève par d'autres syndicats qu'il a pu amener une majorité de mineurs épuisés à reconnaître qu'ils ne pouvaient espérer mieux de leur direction pourrie. Objet d'innombrables pétitions demandant sa démission, Miller est actuellement peut-être le bureaucrate le plus hâlé des États-Unis et il ne saurait aujourd'hui sortir sans son calibre 38 et ses gardes du corps.

Miller représente ce type nouveau de bureaucrates que la bourgeoisie s'efforce d'imposer pour renforcer sa malumise sur les syndicats et réformer une bureaucratie sclérosée. Sa campagne pour la direction du syndicat (comme l'an dernier la campagne infructueuse de Sadlowski dans le syndicat de la métallurgie) était puissamment orchestrée par le Labor Department et les notables du Parti démocrate et tournait autour du mot d'ordre de "démocratisation" du syndicat à l'aide de l'intervention de l'Etat bourgeois dans les affaires syndicales.

Si discrédité que sa simple présence aux négociations suffisait à rendre caduc n'importe quel contrat, ce traître fut tout naturellement évincé lorsque Carter prit lui-même en main les affaires et chercha parmi les autres bureaucrates ceux qui seraient les plus

suite page 20



Photo: St. Louis Post-Dispatch

Piquet de mineurs arrêtant un train de charbon « jeune » dans l'Illinois

UAB
Biblioteca de Comunicació